

***l'Anti*capitaliste**

n°598 | 13 janvier 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

FACE À UN GOUVERNEMENT QUI JOUE AVEC NOS VIES



**FAIRE ENTENDRE ET
REGROUPER NOS COLÈRES**

Dossier

**HASTA SIEMPRE
HELENA!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

La planète brûle, les pyromanes regardent ailleurs Page 2

PREMIER PLAN

Éducation nationale: la coupe est pleine Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Kazakhstan: solidarité avec la population insurgée! Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Glareh, déléguée du personnel et syndicaliste CGT à la Fnac de Saint-Lazare en grève depuis le 8 décembre Page 12



Par JULIEN SALINGUE

La planète brûle, les pyromanes regardent ailleurs

Coincidence des dates : alors que le film *Don't Look Up*, métaphore du déni face au changement climatique et à la menace qu'il représente, fait un carton d'audience, l'agence européenne de surveillance climatique (Copernicus) vient de publier un nouveau rapport accablant. D'après l'agence, qui confirme des rapports antérieurs, les sept dernières années ont ainsi été les plus chaudes jamais enregistrées en moyenne sur la planète, et l'été 2021 a été le plus chaud jamais enregistré en Europe.

On partagerait presque l'avis du climatologue britannique Brian Hoskins qui a déclaré, suite à la publication de ce rapport, « *qu'il devient difficile de dire quelque chose de neuf chaque fois que nous voyons un nouveau clou planté dans le cercueil planétaire* ». Comme une impression d'assister, à l'instar des personnages de *Don't Look Up*, à un insurmontable déni institutionnel, avec des gouvernements et des groupes capitalistes ne voulant rien changer alors que tous les voyants sont au rouge écarlate.

Mais nous faisons nôtre la formule-titre du dernier ouvrage de notre camarade Daniel Tanuro : « *Trop tard pour être pessimistes !* » Car c'est précisément parce que nous n'avons plus le choix et que ceux qui nous gouvernent sont incapables de prendre les mesures radicales qui s'imposent — car ils sont incapables de prendre le problème à la racine, c'est-à-dire aux fondements du système capitaliste lui-même — que l'heure est à la radicalité anticapitaliste, écosocialiste. C'est ce qu'ont compris les dizaines de millions de personnes, notamment dans la jeunesse, qui se sont mobilisées ces dernières années autour du mot d'ordre « *Changeons le système, pas le climat !* »

Trop tard pour être pessimistes, et trop tard aussi pour être patients face aux discours et aux « solutions » visant à accommoder le capitalisme et l'écologie, avec notamment cette monstruosité nommée « *capitalisme vert* ». Alors que deux ans d'une pandémie de covid qui ne peut être comprise sans la lier aux questions environnementales ont montré la faillite de la gestion capitaliste de la crise sanitaire et le cynisme absolu de nos dirigeants lorsqu'il s'agit de « *sauver* » l'économie, l'heure est plus que jamais à répéter, haut et fort, dans la rue et dans le débat public : la vie, nos vies, valent plus que leurs profits !

BIEN DIT

L'identité nationale française s'est construite par un sentiment de projection et de puissance globale.

QUENTIN DELUERMOZ (historien), liberation.fr, 4 janvier 2022.

À la Une

FACE À UN GOUVERNEMENT QUI JOUE AVEC NOS VIES

Faire entendre et regrouper nos colères

Macron désire « emmerder » des non-vaccinés qu'il se permet même de déchoir de leur citoyenneté car jugés irresponsables. Ces propos d'une grande violence et d'une nouvelle gravité révèlent l'approfondissement d'une pratique et d'une orientation politique entamée en 2017, faite de mépris, de provocations, d'insultes et de la recherche de boucs émissaires afin de masquer les désastres d'une œuvre au service exclusif des ultra-riches.

Certes, les plusieurs millions de personnes non vaccinées représentent un enjeu sanitaire et leur résistance matérialise de lourdes questions politiques, sociales et idéologiques, certains incarnant même un courant antivax militant qui se dissémine pernicieusement dans de larges couches de la population. Mais d'abord, puisque les vaccins ne protègent pas totalement contre la simple contamination, en particulier face au variant Omicron, la vaccination des derniers réticents ne changerait pas radicalement la situation sur un plan strictement sanitaire. Mais surtout, une couverture vaccinale totale ne pourrait être atteinte que par une politique faite de conviction, de confiance, de transparence, de mobilisation populaire, de planification économique et de services publics bien dotés et implantés au plus près du terrain et des difficultés qui rendent la vaccination parfois difficile. À l'échelle internationale, la levée des brevets doit permettre de vacciner les habitants des pays pauvres afin de les protéger, d'éviter l'émergence de nouveaux variants et tendre à la maîtrise puis à l'extinction progressive de cette pandémie.

Contre leurs « paris », nos mobilisations

La stratégie du pouvoir est très claire depuis deux ans : maintenir les profits, sacrifier nos vies. Mais autre chose est de la mettre en œuvre, de la faire accepter voire de la justifier. Rendre les non-vaccinés coupables de la situation pandémique actuelle est donc une fake news d'ampleur visant à masquer une politique tactiquement confuse, improvisée et inconséquente. À ce titre, la gestion



calamiteuse dans l'Éducation nationale est un... cas d'école ! Depuis le printemps 2020, rien n'aura été épargné aux élèves, parents et enseignants, à travers des protocoles douteux voire inapplicables et nocifs, déterminés en toute opacité et modifiés en permanence dans le seul but non pas de diminuer la circulation du virus mais de la masquer. Cassez le thermomètre et la maladie s'évanouira ! Vouloir limiter au maximum la fermeture des classes est une juste politique. Mais elle devrait passer par des embauches d'enseignants pour diviser les classes, l'achat de purificateurs d'air, la détermination démocratique de protocoles utiles et mesurés (gestes barrières, tests, etc.). Autant de mesures parfaitement contradictoires avec l'agenda réactionnaire et néolibéral de Blanquer !

Dans un contexte de ras-le-bol et d'épuisement généralisé de la population en cette rentrée scolaire ubuesque, il n'est donc pas étonnant qu'une journée de mobilisation se soit très rapidement imposée... dans l'Éducation nationale. Après les mobilisations dans la santé le 11 janvier, le jeudi 13, une très grande partie des enseignants seront en grève, rejoints par les directeurs d'école et même les inspecteurs. Certaines fédérations de parents d'élèves appellent d'ailleurs à se joindre au mouvement. Cette journée doit être un point d'appui pour exprimer la colère de masse qui couve. La journée de mobilisation intersyndicale et interprofessionnelle du 27 janvier sera une nouvelle étape de l'expression de notre refus des politiques ultra-libérales,

autoritaires et anti-sanitaires de Macron et de sa clique.

Trop tard pour être modérés

Dans le cadre de la campagne présidentielle, il s'agit en outre de prendre au sérieux le président-candidat Macron qui, avec ses coups de menton, sa priorité accordée à la « reprise » et à la « croissance » économiques et son refus absolu de faire une entorse aux « règles » du néolibéralisme, donne des garanties à sa classe et à son électorat. Ce que certains voient comme de simples provocations est en réalité une politique à part entière, brutale, arrogante et autoritaire, qui nous donne une idée de ce que pourrait être un second quinquennat de Macron. L'heure est donc non seulement à la mobilisation, mais aussi à exprimer la radicalité sur le plan politique.

C'est ce que nous entendons faire entendre, dans les luttes comme dans le cadre de l'élection présidentielle avec la candidature de Philippe Poutou, en répétant que dans cette société capitaliste, les choix économiques sont dictés par la recherche des profits pour un petit nombre, sur le dos de l'immense majorité. Macron, la droite et l'extrême droite nous proposent toujours plus de concurrence, d'individualisme, de guerre de chacunE contre chacunE, tandis que la « gauche » institutionnelle continue, malgré ses faillites passées, de nous chanter les louanges du capitalisme à visage humain. Face aux crises sociale, sanitaire, environnementale, démocratique, la modération ne peut être de mise, et c'est bien tout un système et son personnel politique qu'il s'agit de contester.

URGENCE SOCIALE Augmenter les salaires, les retraites, les minimas sociaux

Selon l'Institut des politiques publiques (IPP), si, depuis le début du quinquennat Macron, le niveau de vie global a progressé de 1,6 % en moyenne sur l'ensemble de la population, le niveau de vie des 1 % les plus pauvres a baissé de 0,18 % pendant que que les 1 % les plus riches ont vu leur niveau de vie augmenter de 2,8 %.

Ce sont bien les plus riches des plus riches qui ont profité du quinquennat, selon l'IPP, avec une hausse de 4,06% du niveau de vie des 0,1% les plus riches de France. Autrement dit, l'effet des choix du gouvernement a bien été de creuser les écarts entre les ultra-riches et les très pauvres.

Les 1% les plus riches (la fraction de population qui dispose en moyenne de 10500 euros par mois) ont gagné davantage que le reste des Français, avec une augmentation de 2,8% de leur niveau de vie (soit 3500 euros par an). La hausse culmine même à +4,1% pour les 0,1% d'ultra-riches. Dans le même temps les 5% de ménages

les plus modestes (ceux qui vivent avec moins de 800 euros par mois) ont perdu jusqu'à 0,5% de pouvoir d'achat (jusqu'à 39 euros sur un an).

Autres temps

Il y a quelques années (décennies), les mobilisations sur les salaires se développaient le plus souvent dans les

grandes entreprises de l'automobile, de l'électronique, de la sidérurgie. Une relative sécurité de l'emploi, des traditions d'implantation syndicale suscitaient une combativité qui imposait des augmentations de salaires au minimum égales à l'inflation en termes d'augmentations générales, agrémentées d'augmentations individuelles « à la tête du client » et de primes échappant plus ou moins aux cotisations sociales (intéressement, participation, etc.), censées motiver une augmentation de la productivité ou la... sous-déclaration des accidents du travail.

Un monde à changer

AVIONS VOLANT À VIDE: UNE ABERRATION ÉCOLOGIQUE DIGNE DU SYSTÈME QUI LA PERMET. 18000. C'est le nombre de vols à vide que la compagnie allemande Lufthansa va faire décoller en janvier pour ne pas perdre les précieux créneaux aériens. Un créneau aéroportuaire est le droit que possède une compagnie aérienne pour décoller ou atterrir dans un aéroport à un certain moment de la journée. Une loi européenne, dite « *Use it or lose it* » (« Utilisez-le ou perdez-le »), demandait, avant la pandémie de coronavirus, que les compagnies aériennes effectuent au moins 80% des vols prévus si elles ne voulaient pas se les voir retirer. Loi mise en pause pendant la crise, l'UE l'a rétablie en fin d'année en mettant la jauge à 50% des vols, et ce quel que soit le niveau de réservation.

De nombreux et nombreuses éluEs insoumisEs et écologistes se sont insurgés face à l'absurdité de la situation, certainEs ont même saisi la Commission européenne pour exiger un changement législatif sur le sujet. Mais le problème se trouve-t-il réellement dans le fait que des avions volent à vide? Si on est plutôt d'accord avec elles et eux pour dire que c'est un pas de plus en direction de la catastrophe écologique, on notera qu'un avion pollue sensiblement de la même façon qu'il soit vide ou plein. Quand en 2014 on comptabilisait plus de 37 millions de vols

annuels, c'est le système qui le permet qu'il faut changer, et non les lois. Car la question centrale ici, c'est bien celle de la concurrence: on dit à des compagnies qu'il faut qu'elles utilisent leurs créneaux pour ne pas les perdre, mais surtout pour ne pas qu'une autre compagnie puisse les récupérer. Allié au développement massif des compagnies low cost ces dernières années et des publicités qui font leur promotion, le nombre de vols va continuer à augmenter chaque année.

Alors que l'aviation représente à elle seule 5% du réchauffement climatique (gaz à effet de serre et condensation), ce ne sont que les plus riches qui y ont accès. Seulement 10% de la population mondiale prend l'avion, et en France les 10% les plus riches prennent l'avion six fois plus que les 10% les plus pauvres. Encore une fois, on remarque que ce sont les plus aisés qui polluent, ce qui ne fait que confirmer que le niveau de revenu est le principal facteur qui joue sur l'empreinte carbone individuelle.

Il est donc urgent de repenser collectivement nos besoins en matière de mobilité, notre rapport au temps et de mettre la production au service de ceux-ci. On peut dans un premier temps exiger l'arrêt immédiat des vols intérieurs et militer activement pour des services publics de transports gratuits, qui répondent à nos besoins et non à des logiques de profits.

ÉDUCATION NATIONALE **La coupe est pleine**

C'est la veille au soir de la rentrée que les enseignantEs auront appris, via un article payant en ligne, que le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer modifiait les règles d'isolement et de tests des élèves. Puis, quatre jours après, le 6 janvier, un énième protocole voyait le jour. Le but de ces protocoles: favoriser au maximum l'admission des élèves au détriment de la santé de ces dernierEs, de leurs familles, des personnels.

Ces règles toujours plus souples, conjuguées au variant le plus contagieux que l'on a eu à affronter, désorganisent totalement les établissements. L'absentéisme des élèves, la gestion des tests, des retours, les groupes classes incomplets, les absences de collègues non remplacés rendent la gestion quotidienne épuisante particulièrement au niveau des vies scolaires, des directions d'école. Et n'a aucun sens ni sanitaire ni scolaire.

#BlanquerMent

Il faut dire que rien n'a été anticipé, préparé. Ainsi l'exigence de multiplier les tests sur les enfants entraîne une pénurie qui les rend peu, quand ce n'est pas, accessibles. Dès lors, c'est tout le protocole des tests avant le retour en classe qui devient inopérant.

L'épidémie de Covid flambe. Et comme on pouvait s'y attendre, Jean-Michel Blanquer allège toujours plus les protocoles. Sous prétexte de maintenir les écoles ouvertes pour permettre aux enfants les plus éloignés de l'école d'y rester, c'est en réalité la transformation des établissements scolaires en une immense garderie permettant aux parents de pouvoir continuer à travailler qui se met en place.



Les masques FFP2, qui permettraient de protéger les personnels sur temps scolaire, n'arriveront, peut-être, qu'à la fin du mois. Cette annonce, faite jeudi 6 janvier par le Premier ministre, fait l'effet d'un seau d'eau sur un incendie: cela fait des mois que la fourniture de masques chirurgicaux est refusée

et Blanquer mentait ouvertement deux jours plus tôt en affirmant qu'ils étaient « réservés aux soignants ». Deux exemples symptomatiques d'une non-gestion apocalyptique auquel on peut ajouter l'absence de recrutement, le non-équipement en capteurs CO₂. Et les mensonges aussi, toujours: sur les

chiffres, la moindre contamination des profs...

La colère explose

Ce à quoi nous assistons n'est pas une simple crise sanitaire. C'est une crise de la gestion capitaliste d'une pandémie. Et les personnels ont bien compris la tâche à laquelle on les assignait. Face au mépris, au danger, la colère a explosé. En moins de quatre jours, des centaines de collègues ont exprimé leur ras-le-bol. CertainEs se sont même mis en grève. Les organisations syndicales ont pris la décision d'appeler à la grève le jeudi 13 janvier avec des revendications très précises pour une école qui protège tout le monde dans les établissements.

Les personnels des écoles ont raison d'exiger santé et dignité. La décision d'un appel large intersyndical à la grève le 13 janvier est une première étape. Dès maintenant, il faut, dans les AG, envisager les suites avec en ligne de mire la grève du 27 janvier qui devra être la plus massive possible.

Antoine Bouyou

De justes révoltes

Les bilans économiques et sociaux de 2021 font apparaître une réalité bien différente. Ces derniers mois, les luttes pour les salaires se sont déroulées sous les enseignes de Labeyrie, Leroy Merlin, Décathlon, dans toute une série d'entreprises de l'agroalimentaire, de la distribution ou du côté des aides-soignantes. Face à ces révoltes des « premières et deuxième lignes » dans le contexte de la pandémie de Covid-19, le patronat fait de la résistance. Deux semaines de grève chez Leroy Merlin pour 3,9% d'augmentation moyenne (pour une inflation annoncée à 2,8%) avec un minimum de 65 euros. Mais plutôt que d'accorder des augmentations durables, les employeurs préfèrent jouer sur les primes non intégrées aux salaires ou des « avantages » marginaux (primes de panier, tickets restaurant, mutuelle, participation, intéressement).

Dans les grandes entreprises de secteurs comme l'automobile et leurs réseaux de sous-traitants, les inquiétudes sur l'emploi, les menaces de fermetures de sites font passer les difficultés de la « fin du mois » après les interrogations sur la sauvegarde de l'emploi.

L'ère du dialogue social

Depuis 1982 (quand le « socialiste » Jacques Delors était ministre des Finances, dans le deuxième gouvernement du « socialiste » Pierre Mauroy), la suppression de l'indexation des salaires sur l'inflation et l'instauration des Négociation annuelles obligatoires (NAO) rendant obligatoires dans les entreprises de plus de 50 salariéEs des négociations portant notamment sur les salaires et l'égalité professionnelle tendu à institutionnaliser une négociation hors sol sans construction d'un

rapport de forces s'appuyant sur la mobilisation des salariéEs, et plutôt réduit à un rituel comportant un débrayage plus ou moins réussi et une pseudo « avancée » patronale concédant quelques centièmes de pourcentage en général en dessous de l'inflation.

Tout indique qu'après une inflation portée à 5% pour 2021, contrairement aux espoirs des économistes officiels, il ne s'agira probablement pas d'un phénomène de courte durée. Le gouvernement tente, dans le contexte de la pandémie, de désamorcer la montée de la colère avec la prime de 100 euros et une augmentation du SMIC de 2,2%.

Renverser la vapeur

Face à la pression dramatique que représente la montée des prix (et d'abord celle des dépenses incontournables) sur le pouvoir d'achat notamment des plus mal lotis, l'urgence est à reconstruire un ensemble de revendications

permettant une mobilisation large des salariéEs. Immédiatement, pour faire face à cette urgence sociale il faut à minima augmenter tous les revenus de 400 euros, aucun ne doit être inférieur à 1800 euros net par mois. Il s'agit non seulement de rattraper la perte de niveau de vie des dernières années, mais aussi de permettre à touTEs d'accéder aux loisirs, à la culture, de se soigner selon ses besoins, de partir en vacances.

Mais plus durablement il faut mettre en place une indexation des salaires, de tous les revenus sur les prix. Plus que jamais l'échelle mobile des salaires doit accompagner celle du temps de travail permettant de lutter réellement contre le chômage. Des revendications qui doivent permettre des mobilisations d'ensemble dépassant les secteurs, les professions, les isolements géographiques.

Robert Pelletier

Le chiffre

6 C'est le nombre de policiers qui ont été condamnés, jeudi 6 janvier, par le tribunal correctionnel de Bobigny, dans l'affaire de la violente interpellation de Samir E, un Égyptien de 29 ans, qui s'était jeté dans la Seine pour leur échapper. L'un des policiers avait alors lancé: « Il sait pas nager, un bicot comme ça, ça nage pas. » Les peines vont de six mois avec sursis à 12 mois dont six fermes, soit davantage que ce que le procureur avait requis. Pour une fois...



Agenda

Jeudi 13 janvier, journée de grève et de manifestations dans l'éducation nationale. À Paris, départ de la manifestation à 14h de Luxembourg vers le ministère de l'Éducation nationale.

Jeudi 27 janvier, journée de grève et de manifestations sur les salaires. À Paris, départ de la manifestation à 14h de Bastille. À 12h, concert. À 13h, meeting unitaire avec Philippe Martinez (CGT), Yves Veyrier (FO), Benoît Teste (FSU), Murielle Guilbert et Simon Duteil (Solidaires) et des salariéEs en lutte.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauanticapitaliste.org

NO COMMENT

J'espère qu'il n'y aura pas de parrainages [d'élus communistes] qui iront soutenir d'autres candidats parce que ce serait aller soutenir un adversaire.

FABIEN ROUSSEL, France 3, 9 janvier 2022

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

GUADELOUPE/MARTINIQUE Arrogance et autoritarisme de l'État colonial

Le mouvement social, les travailleurs, notamment ceux de la santé mobilisés depuis près de six mois, continuent de refuser la gestion, autoritaire, coloniale, capitaliste de la crise sanitaire en Martinique et en Guadeloupe. Certains élus ont eux aussi fait connaître leur désaccord avec cette gestion.

Malgré tout, le gouvernement et ses représentants sur place maintiennent envers et contre tout leur volonté de faire passer leurs mesures scélérates. Et bizarrement, des informations relatives aux taux de vaccination qu'il refusait de communiquer il n'y a pas si longtemps malgré les demandes répétées sortent comme par hasard ! Après l'arrestation scandaleuse d'Elie Domota, les propos de Macron contiennent l'aveu que l'objectif est pour lui, non de résoudre la crise, mais « d'emmerder les non-vaccinés » qui, en Martinique et en Guadeloupe, restent aujourd'hui encore la majorité de la population. Naviguant dans le brouillard, le préfet de Martinique a court-circuité un atelier santé qui était supposé négocier une solution conciliant l'emploi des soignants, le paiement de leurs salaires, la protection sanitaire et de la population, le respect des droits et des libertés du plus grand nombre et une stratégie basée sur la conviction et non l'obligation.



Des souffrances alimentées par les autorités

Encouragés par la volonté du pouvoir d'opérer un passage en force, certains chefs d'établissement prétendent même pratiquer avec anticipation les mesures scélérates programmées. Dans un tel contexte, la souffrance des soignants n'est pas prise en compte ; un médecin s'est suicidé en Guadeloupe, deux à la Martinique. Même s'il y a toujours une part de mystère derrière tout suicide, on ne peut considérer ces tragédies comme de simples faits divers. N'est pas anodine non plus la pluie d'arrêts maladie qui s'abat sur le secteur hospitalier. Les consultations psychologiques explosent ; y voir une simple façon de fuir l'obligation vaccinale ou la surcharge de travail à quelque chose de réducteur voire de méprisant. C'est en tout cas refuser de comprendre une idée de base : on ne combat pas efficacement une pandémie en ne cherchant pas à le faire avec la population. « Emmerder » les non-vaccinés au lieu de les convaincre, voilà le crime ; la pénurie, le manque d'empathie, l'entêtement autoritaire, l'incohérence, la légèreté créent et alimentent les souffrances. Des organisations politiques, syndicales, associatives dénoncent cette politique décidée au mépris des manifestants toujours mobilisés et d'élus s'étant prononcés contre l'obligation vaccinale. Le gouvernement français fait des simulacres de réponse au lieu de vraies solutions garantissant le maintien des droits des soignants opposés à la politique sanitaire officielle, la continuité des soins, des moyens pour la santé et la prise en compte des revendications de la plateforme intersyndicale de grève. De vraies solutions passeraient par des négociations sérieuses (et respectueuses) au lieu de l'arrogance et du mépris de l'État colonial. La mobilisation continue, même si des divergences en limitent l'efficacité.

CorrespondantEs

ÉTATS-UNIS La droite et l'extrême droite n'ont pas dit leur dernier mot

Le 6 janvier, jour anniversaire de l'insurrection et de la tentative de coup d'État au Capitole, le président Joseph Biden s'est exprimé avec force contre le « gros mensonge » de l'ancien président Donald Trump et les lois électorales anti-démocratiques visant à limiter l'exercice du droit de vote adoptées par le Parti républicain dans différents États.

C'était le discours présidentiel le plus fort depuis son entrée en fonction. Nous savons maintenant que Trump et une partie du Parti républicain avaient un plan pour que leurs sénateurs votent pour invalider les résultats des élections dans plusieurs États et pour que le vice-président Mike Pence refuse les grands électeurs de ces États, ce qui aurait renvoyé l'élection présidentielle à la Chambre des représentants. Dans le même temps, le président Trump avait déclaré l'état d'urgence national pour empêcher la tenue de l'élection. Pendant ce temps, des groupes d'extrême droite ont organisé l'assaut violent contre le Capitole. Si ces complots ont échoué pour diverses raisons, ils représentaient une tentative assez sérieuse.

Trump est toujours là

Mais la montée de la politique et de l'autoritarisme de droite et des groupes armés se préparant à des actions violentes est un problème encore plus grave que ne le suggère le discours de Biden, et ni les Démocrates traditionnels ni les progressistes ni la gauche ne semblent avoir de stratégie pour arrêter la montée de la droite. Ces dernières années ont donné naissance à un mouvement d'extrême droite complexe, aux multiples facettes, actif à tous les niveaux des administrations des États, dans les médias d'information, sur les réseaux sociaux et dans la rue. De grosses sommes d'argent soutiennent désormais les politiciens et les organisations de

PREMIER ANNIVERSAIRE DE L'INVASION DU CAPITOLE



droite, qui trouvent des soutiens parmi le patronat des entreprises moyennes, les professions libérales ainsi que dans une partie de la classe ouvrière.

Trump contrôle l'essentiel du Parti républicain et seule une poignée de Républicains ose s'opposer à lui. Les Républicains ont maintenant plusieurs « mini-Trump » et le parti est rempli d'idéologues d'extrême droite. Le parti est en pleine expansion et sa base, des dizaines de millions d'électeurs, soutiennent Trump. Deux tiers d'entre eux croient que Biden a gagné l'élection par la fraude, et la plupart refusent d'accepter les résultats. Le parti de Trump contrôle la Cour suprême des États-Unis, la moitié du Sénat, une forte minorité à la Chambre des représentants ; dans près de la moitié des États, il y a un gouverneur républicain ainsi que des majorités républicaines dans les deux chambres. Cela permet

aux Républicains de contrôler le redécoupage des circonscriptions électorales à la suite du recensement décennal et d'adopter des lois électorales visant à limiter le vote. Les Républicains ont adopté des dizaines de lois rendant le vote plus difficile, des lois qui affectent surtout les électeurs noirs, les jeunes et les électeurs à faible revenu, dont la majorité vote démocrate. Huit États ont maintenant des lois qui donnent au corps législatif de l'État le pouvoir d'annuler l'élection.

La réponse du Parti démocrate à ces développements est une loi fédérale sur la liberté de vote, mais il semble peu probable que le Congrès l'adopte.

L'extrême droite à l'offensive

Au niveau local, des groupes d'extrême droite, dont les Proud Boys, les Oath Keepers, les Three Percenters et les milices paramilitaires, organisent des protestations lors des

réunions des commissions scolaires et des conseils municipaux. Avec les partisans de Q-Anon, les chrétiens évangéliques blancs et les anti-vax, ils combattent la vaccination ou le port du masque, et avec les nationalistes blancs, ils s'opposent à la « théorie critique de la race », ce qui vise à bannir tout enseignement sur l'histoire et la nature du racisme en Amérique. Certains membres de ces groupes sont également candidats à des fonctions locales ou au Congrès. Les droitiers s'organisent également pour interdire des livres dans les bibliothèques scolaires et publiques, certains ont proposé l'interdiction de centaines de livres, principalement des livres traitant de la race, du genre et de la sexualité, dont beaucoup d'auteurs latinos, noirs, gays ou trans.

Le mouvement ouvrier étatsunien n'a aucune stratégie pour faire face à l'extrême droite, si ce n'est de voter démocrate. Les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA), le plus grand groupe socialiste du pays, s'efforcent de résister à la droite en élisant des Démocrates plus progressistes, mais ces membres du Congrès et ces législateurs d'État ne représentent qu'une infime minorité. La gauche anarchiste préconise certes de construire le mouvement antifasciste pour combattre l'extrême droite dans les rues, mais à ce stade, peu d'étatsunienEs de gauche soutiendraient une orientation qui mène inévitablement à des affrontements violents. En fait, la gauche doit s'impliquer dans les campagnes de défense du droit de vote ainsi que dans les mouvements sociaux et les luttes des travailleurs, en contestant l'idéologie et la démagogie de la droite et en offrant une alternative démocratique et socialiste.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

SOUDAN La rue défie la junte

Dans leur tentative de rester au pouvoir, les généraux avaient mis fin par un coup d'État au gouvernement composé de militaires et civils qui dirigeait la transition depuis deux ans. Puis ils s'étaient résolus à libérer le Premier ministre Abdallah Hamdok et à le réinstaller à son poste sur la base d'un nouvel accord bien plus favorable aux intérêts des putschistes. Le but de la manœuvre était de mettre un vernis civil sur le gouvernement militaire. La démission de Hamdok est donc un nouveau coup dur pour la junte.

Les mobilisations populaires à travers le pays ont eu raison de ce stratagème. En rendant son tablier, Abdallah Hamdok clarifie la situation politique, y compris dans l'opposition. En effet, les débats qui ont surgi sur la nécessité ou non d'exiger le départ du Premier ministre ne sont plus de mise. Les mobilisations sont désormais dirigées contre les généraux et pour un pouvoir « madaniyya » c'est-à-dire totalement civil.

De la résistance à l'action politique

Les comités de résistance, présents dans l'ensemble des quartiers des villes du Soudan, avaient été écartés lors des négociations entre l'armée et les Forces pour la liberté et le changement (FLC). La plupart des comités étaient réservés sur l'accord du 17 août 2019 mettant en place la transition. Les réserves portaient d'abord sur le principe d'une alliance avec l'armée puis se sont étendues

par la suite à la politique suivie par le gouvernement. Il a tourné le dos aux besoins des populations et s'est refusé à rendre justice aux victimes de la répression.

Désormais les comités de résistance s'investissent dans le champ politique. Le projet est d'élaborer une feuille de route pour le Soudan pour aller vers un « front populaire uni ». Le texte, qui devrait être rendu public très rapidement, est discuté actuellement par l'ensemble des comités de résistance. Les grands sujets économiques, sociaux, diplomatiques et le rôle et les réformes nécessaires de l'armée devraient être abordés. Ce texte remplit un vide laissé par la majorité des FLC suite à leur défaite. Un document qui sera soumis aux partis politiques et à la société civile comme les associations, les syndicats, les présidents d'universités, etc. Depuis le coup d'État, la mobilisation ne faiblit pas malgré une répression de plus en plus violente. Près de soixante morts, des arrestations

massives dans les quartiers y compris dans les hôpitaux. Désormais un nouveau seuil dans la répression semble être franchi avec des viols qui ont été constatés lors des interventions de la police dans les dernières manifestations. Cette mobilisation maintient la junte dans son isolement et permet l'émergence d'une réponse politique alternative. En parallèle, les comités de résistance consolident leur base populaire à travers la gestion courante des quartiers et l'organisation de la solidarité avec les personnes les plus pauvres.

Un enjeu géostratégique

Les dictatures de la région voient d'un mauvais œil ce qui se passe au Soudan. Le pays peut devenir le symbole de la résistance populaire et la preuve que les tyrans peuvent être renversés. Autrement dit, ranimer les braises du printemps arabe. Ainsi les pays comme l'Égypte ou les Émirats arabes unis ne ménagent pas leurs efforts pour soutenir leurs pairs.

Quant à l'État d'Israël, il est inquiet de voir la junte en situation difficile. D'autant que l'accord de reconnaissance d'Israël signé par les généraux est loin de faire l'unanimité dans la rue. Les pays occidentaux, contre l'avis de la population soudanaise, continuent leurs médiations pour un retour au statu quo antérieur, c'est-à-dire à un partage de pouvoir entre civils et militaires. Les Russes pourraient être tentés de jouer leur propre partition en apportant une aide au pouvoir militaire. Rappelons que la diplomatie russe s'est refusée à condamner le coup d'État. Moscou est particulièrement intéressé à finaliser l'accord lui permettant l'implantation d'une base navale militaire à Port-Soudan. Ce lieu est stratégique pour la surveillance de la mer Rouge et est une porte d'entrée sur le continent africain. Ainsi le Kremlin pourrait renforcer sa coopération militaire via les mercenaires de Wagner déjà en charge de la formation des unités de l'armée soudanaise. La présence des Russes sur les territoires centrafricain et soudanais, frontaliers au Tchad, serait une bonne opération pour eux. En effet ce pays est la pièce maîtresse de l'intervention militaire française au Sahel dans le cadre de l'opération Barkhane.

C'est dire que les populations soudanaises ne peuvent compter que sur leurs propres forces et celles de la solidarité internationale encore bien trop faibles.

Paul Martial

Que se passe-t-il dans cette ancienne République socialiste soviétique devenue indépendante en décembre 1991, un pays immense mais peuplé de seulement 19 millions d'habitants, aux confins de l'Asie centrale et de la Chine, surtout voisin de la Russie avec laquelle il a 7 000 kilomètres de frontière commune ?

Déjà plus de 160 morts et quelque 5 000 arrestations

L'annonce de la libération du prix du pétrole de gaz liquéfié largement utilisé pour les véhicules, qui s'est traduite par une hausse de 100 %, est à l'origine des quasi-émeutes. Des sites de gauche radicale et d'extrême gauche russes comme les réseaux internationaux de Solidaires, qui ont exprimé leur solidarité, ont précisé que le mouvement serait parti de mobilisations sociales dans l'ouest du pays, au bord de la Caspienne, qui auraient tourné à la « grève générale » contre l'augmentation des prix des carburants mais aussi des produits alimentaires. Le tout dans un contexte de pauvreté et d'inégalités sociales, où pèse lourdement la pandémie. Des revendications d'augmentation de 100 % des salaires, d'abaissement de l'âge de départ en retraite ont été mises en avant.

Et c'est la riposte immédiate et brutale du pouvoir qui a fait basculer vers l'émeute générale : bâtiments officiels pris d'assaut dans la capitale, manifestants affrontant des blindés. L'annonce par le président d'un gel du prix du gaz et de la démission du gouvernement est restée sans effet. La répression en revanche est devenue sauvage. Le 7 janvier, le président Tokaïev a encouragé les forces de répression à « tirer pour tuer », les révoltés étant présentés comme des terroristes. Dans la mesure où toute opposition politique a été

KAZAKHSTAN Solidarité avec la population insurgée !

Depuis le 3 janvier, nous arrivent du Kazakhstan des images de guerre. Le dictateur Kassym-Jomart Tokaïev ayant appelé Poutine à la rescousse, 3 000 soldats et blindés essentiellement russes sont entrés dans le pays¹.



annihilée par le régime, au fil des trente ans de règne de Noursoultan Nazarbaïev qui a passé la main il y a deux ans, à 80 ans et après cinq mandats consécutifs, il ne reste que la répression à l'état pur. Les réseaux sociaux sont bloqués. Une partie de l'élite du business s'est empressée de quitter le pays dans des jets privés. Et l'affrontement est loin d'être terminé.

«Guerre froide» entre «grands»? Ou guerre contre les peuples?

Dans un contexte de tensions entre puissances occidentales et Russie sur les risques d'intervention militaire russe à la frontière de l'Ukraine, les événements du Kazakhstan prennent un certain relief. Les USA et l'UE ont exprimé leur « réprobation » face à la

répression au Kazakhstan. Au nom de la démocratie comme toujours. Voilà pourtant quelques décennies que les démocrates occidentaux entretiennent de bonnes relations avec Noursoultan Nazarbaïev et désormais son successeur, autocrates s'il en est.

Les richesses du pays en pétrole et métaux, entre autres, comme l'ouverture aux investissements occidentaux, dans la première moitié des années 1990, de fleurons économiques privatisés à la sauvage (tout en ménageant ou monnayant les bonnes relations avec le voisin russe), font que Exxon-Mobil et Chevron, mais aussi Total² et Areva³ (multinationale dont Bruno Le Maire est allé négocier les intérêts avec Nazarbaïev en juillet 2019), palpent les retombées en profits de la façon dont le dictateur

bâillonne les classes populaire, à commencer par la classe ouvrière. Toute notre solidarité va évidemment à la population insurgée du Kazakhstan, contre la sauvagerie du pouvoir en place et l'intervention militaire russe à sa rescousse, mais aussi contre l'exploitation par les démocraties impérialistes des richesses matérielles et humaines de ce pays – à l'ombre et à l'aide précisément de la dictature.

Michelle Verdier

- 1 – Il s'agit formellement d'un contingent de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), une alliance militaire nouée en 2002 entre la Russie, le Kazakhstan, l'Arménie, la Biélorussie, le Tadjikistan et le Kirghizistan – anciennes républiques de l'URSS.
- 2 – Total est présent depuis 1992 dans le pays. En juillet 2019, le groupe pétrolier français annonçait fièrement « la phase 3 du développement du champ de Dunga », situé sur la côte de la Caspienne dans la région de Mangystau (Total ayant aussi des parts dans l'offshore de la même zone).
- 3 – Le 10 avril 2017, l'entreprise française Areva se félicitait dans un communiqué de la signature avec Kazatomprom (entreprise du Kazakhstan qui est le premier producteur mondial) de la signature d'« un accord important visant à renforcer leur coopération historique dans le secteur de l'extraction d'uranium au Kazakhstan [...] consacrant vingt années de partenariat... ». Une « co-entreprise » Katco, entre AREVA pour 51% et Kazatomprom pour 49%. En août 2019, le Figaro annonçait : « Une discrète visite de Bruno Le Maire à Noursoultan a permis de débloquer un dossier clé pour l'ex-Areva [...], ceci avant la mise en exploitation d'un troisième site minier dans le pays, qui deviendra prépondérant à partir de 2022 ».

ÉGYPTE Le militant égypto-palestinien Ramy Shaath est libre !

Communiqué de la famille de Ramy Shaath, militant emprisonné dans les geôles de Sissi depuis plus de 900 jours, concernant sa libération, publié le samedi 8 janvier, jour de son arrivée en France.

Nous, la famille du militant des droits humains égypto-palestinien Ramy Shaath, sommes soulagés et ravis d'annoncer la libération de Ramy. Dans la soirée du 6 janvier, après plus de 900 jours de détention arbitraire, les autorités égyptiennes l'ont sorti de prison et remis à un représentant de l'Autorité palestinienne à l'aéroport international du Caire ; de là, il a pris un vol pour Amman, en Jordanie. Et au moment où nous écrivons ces lignes, Ramy est en route pour Paris. Aucun mot ne peut exprimer toute notre joie de le voir libre et bientôt réuni avec sa famille.



Ramy et son épouse Céline à Roissy le 8 janvier. NPA

«Un témoignage vivant du pouvoir de l'organisation collective»

Si nous sommes heureux que les autorités égyptiennes aient entendu notre appel à la liberté, nous regrettons qu'elles aient contraint Ramy à renoncer à sa citoyenneté égyptienne comme condition préalable à sa libération alors que cette libération aurait dû être inconditionnelle après deux ans et demi de détention injuste dans des conditions inhumaines. Personne ne devrait avoir à choisir entre sa liberté et sa citoyenneté. Ramy est né égyptien, a grandi comme un Égyptien et l'Égypte a toujours été et sera toujours sa patrie ; aucune renonciation forcée à la citoyenneté prise sous la contrainte ne changera jamais cela.

Nous célébrons cette journée mémorable avec toutes celles et tous ceux qui se sont tenus aux côtés de Ramy dans ce combat pour la liberté. Nous sommes éternellement reconnaissants à toutes les organisations de défense des droits humains et aux milliers de personnalités publiques et de citoyens des pays arabes, de la diaspora et du monde qui ont plaidé pour sa libération. Nous sommes également reconnaissants aux centaines de législateurs, d'élus et de représentants de gouvernements qui ont défendu publiquement et en privé le cas de Ramy, en particulier ceux qui l'ont fait avec constance et contre vents et marées en France, en Europe et aux États-Unis. Nous célébrons la libération de Ramy et l'incroyable mobilisation derrière la campagne comme une étape importante dans le plus grand mouvement pour la liberté et les droits fondamentaux. La libération de Ramy est un témoignage vivant du pouvoir de l'organisation collective pour mettre fin à de graves injustices telles que celles contre lesquelles Ramy s'est battu tout au long de sa vie.

Notre famille ayant grand besoin de se retrouver et de guérir, nous apprécions qu'il nous soit donné le temps et l'espace nécessaires pour le faire correctement. Nous sommes certains que Ramy sera très heureux de rencontrer et de remercier toutes celles et ceux qui l'ont défendu, le moment venu. En attendant, nous n'oublions pas et restons solidaires de toutes celles et tous ceux qui continuent d'être injustement détenus et nous prions pour le jour où eux aussi seront à nouveau réunis avec leurs proches.

ITALIE On fonce tête baissée vers une catastrophe sanitaire et sociale

L'Italie se précipite vers une nouvelle catastrophe sanitaire et sociale dont le gouvernement Draghi (présenté par les médias comme le gouvernement des « meilleurs ») est entièrement responsable.

La pandémie, qui a déjà fait environ 140 000 victimes (et qui sait combien d'autres milliers de personnes ont perdu la vie à cause d'autres pathologies que la crise de la santé n'a pas permis de soigner), connaît une reprise des contaminations sans précédent (plus de 200 000 contaminations par jour) qui frappe aussi les plus jeunes et qui porte à environ 2 millions le nombre des personnes positives au covid.

Tout pour la «reprise» économique

C'est une croissance exponentielle, contre laquelle le gouvernement n'a voulu prendre à temps aucune initiative radicale, se limitant à des mesures partielles, inefficaces et contradictoires. Les structures sanitaires sont confrontées à une crise catastrophique, comme c'était déjà le cas en 2020, alors que le gouvernement se refuse à prolonger la fermeture des écoles après les vacances comme le demandent non seulement les syndicats et les



Mario Draghi. WIKIMEDIA COMMONS

responsables scolaires, mais aussi les experts sanitaires et les gouvernements de région, sous prétexte que cela empêcherait beaucoup de parents d'aller au travail. L'objectif du gouvernement, pendant tous les mois de forte reprise économique (avec une croissance annuelle supérieure à 6%), a été de faire en sorte que les productions et les affaires du commerce, de la restauration, du sport, etc., ne rencontrent aucun obstacle.

L'enjeu de la vaccination

La politique sanitaire du gouvernement Draghi s'est limitée à la vaccination – qui, certes, est fondamentale – en pensant que cela

suffirait à limiter les contaminations et à garantir « le retour à la normalité », c'est-à-dire au business as usual. Toutes les forces de la gauche de classe et les syndicats ont fait campagne pour une vaccination de masse, outil indispensable pour avoir une certaine sécurité sanitaire collective, sur les lieux de travail, dans les réunions et les manifestations ; elles se sont aussi battues pour que les vaccins soient disponibles pour toutes et tous, non seulement en Italie mais dans tous les pays du monde, en revendiquant un moratoire sur les brevets.

Draghi et ses ministres ont instrumentalisé le mouvement No Vax, très minoritaire dans le pays mais que l'importante publicité faite par les médias a relancé, pour se fabriquer une opposition sociale commode qui leur permette de cacher leurs choix sanitaires mais aussi économiques et sociaux contenus dans la loi de bilan contre laquelle deux des trois principales centrales syndicales (la CGIL et l'UIL) ont appelé à une grève générale nationale le 16 décembre.

«Des mesures partielles, d'une efficacité douteuse»

Par son dernier décret, le gouvernement a imposé l'obligation vaccinale pour tous les plus de 50 ans ; cela deviendra d'ici quelques jours une condition pour pouvoir aller au travail mais aussi pour pouvoir fréquenter les transports publics, les restaurants, etc. Comme l'a dit un médecin-chef connu : « Ce sont des mesures partielles d'une efficacité douteuse, qui dans tous les cas arrivent tard et ne pourront avoir quelque effet qu'aux calendes grecques ». Pendant ce temps, la propagation des contaminations met hors-jeu pour raison de maladie ou de quarantaine des dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs dans tous les secteurs des services, en premier lieu dans la santé, mais aussi l'école, les transports, les postes, etc. Le lockdown, tant redouté par le gouvernement et les patrons, risque de se concrétiser dans le plus grand chaos sanitaire, gestionnaire et social, faisant d'autres milliers de victimes.

Franco Turigliatto, traduction Bernard Chamayou

1 – CGIL : Confédération générale du travail ; UIL : Union italienne du travail.



Hasta siempre Helena!

Notre amie chère et camarade Helena Piña est décédée dimanche 2 janvier. C'est une immense tristesse pour toutes celles et tous ceux qui l'ont connue.

Militante au Chili, arrêtée à la fin du mois de septembre 1973 en raison de ses engagements, Helena a connu les geôles et les méthodes des nerfis de Pinochet.

Réfugiée en France, elle fut une infatigable militante de la LCR puis du NPA. Elle a contribué à faire vivre la librairie La Brèche pendant plus de 40 ans, et assuré la présence de cette librairie dans de nombreux événements militants, dont nos universités d'été.

Pour plusieurs générations de militantEs, dans les rangs de la LCR et du NPA mais aussi au-delà, Helena fut une camarade incontournable, et tout le monde se souviendra de sa chaleur, de sa gentillesse, de sa disponibilité et de son engagement.

Les messages et hommages qui affluent depuis l'annonce de son décès en témoignent: Helena était une personne attachante, attentive, toujours prête à discuter, à donner des conseils, à recommander des livres...

Helena va nous manquer, et nous n'oublierons pas ses convictions révolutionnaires et internationalistes, sa détermination à lutter contre les injustices, son humanité.

Nos pensées sont tournées aujourd'hui vers sa famille et ses proches, et nous publions dans cette double page une partie des témoignages et hommages que nous avons reçus depuis l'annonce de son décès.

L'intégralité de ces textes sera publiée sur notre site. Hasta siempre Helena!



HOMMAGE À HELENA

Nous nous sommes connus, Helena et moi, fonctionnaires du Service national de la santé au Chili, et nous étions aussi des syndicalistes. L'action syndicale fut sa première expérience, dans la voie d'une prise de conscience aigüe sur les inégalités qui divisent la population des sociétés capitalistes et de la nécessité de se battre pour y mettre fin.

Embrassement

L'époque où la rencontre entre Helena et sa prise de conscience se sont produites n'était pas une époque normale. Un processus de radicalisation embrasait l'Amérique latine. Au Chili, l'expérience de la Démocratie chrétienne, avait un temps caché cette évolution et déformé l'appréciation de ce processus de radicalisation. Mais malgré l'effort financier de l'impérialisme américain pour aider à la réussite de cette expérience réformiste, proposée comme alternative pour neutraliser les vents du changement qui soufflaient depuis les Caraïbes, les exigences des changements radicaux se confirmèrent durant l'année 1970.

Mais la radicalisation, naturellement accompagnée de l'aspiration à plus de démocratie, se heurta aussi au comportement bureaucratique des organisations traditionnelles.

Notre petite organisation avait réussi un bon début d'implantation dans notre secteur d'activité. En plus, nous venions de recevoir un apport très important de nouvelles énergies. Avec la scission du MIR, provoquée par les déviations militaristes et la totale absence de démocratie, la Tendance Révolutionnaire Octobre décida de rejoindre l'Internationale, et fusionna avec la section existante.

Parallèlement, Helena et moi décidions de partager nos vies. C'est dans ce cadre, une organisation encore de taille modeste, mais susceptible de se développer, un capital politique ancré dans l'histoire du mouvement ouvrier, que, quand le moment est venu, elle a pu choisir la IV^e Internationale comme l'organisation où elle désirait militer.



Nos origines respectives, rejetant catégoriquement le climat qu'imposaient les méthodes de fonctionnement bureaucratiquement déformées, stimulant le développement d'une franche camaraderie et vivacité critique, vont façonner les débuts de son expérience militante et ne la quitteront jamais.

Prison

Nous militions, percevant le danger. L'aveuglement de directions traditionnelles, opposant toutes des obstacles à la mobilisation, à l'accomplissement du programme dont elles étaient porteuses, provoqua le sanglant avortement du processus en septembre 1973. La répression s'abattit, féroce, cherchant à extirper jusqu'à la racine les causes de la peur éprouvée par les classes possédantes. Nous n'avons pas été épargnés. Helena a eu ainsi — dramatiquement — dans cette nouvelle expérience l'occasion de mettre à l'épreuve la solidité des convictions acquises. Et elle a su montrer un courage, une dignité exemplaires. Ni la prison ni la torture ne réussirent à entamer sa confiance dans la validité du combat auquel elle avait choisi de participer. Ni la brutalité ni les vexations dont étaient prioritairement victimes les femmes n'ont entamé ses certitudes. Au contraire, elle devint

un soutien, une source d'encouragement pour ses codétenues. Elle libérée, moi envoyé dans un camp de concentration, au milieu du désert réputé être le plus sec au monde, Helena devint ma seule voie de communication avec le monde existant au-delà des barbelés et champs de mines. Plus de 2000 kilomètres nous séparaient. Et elle a réussi à vaincre cette distance pour m'apporter son réconfort et le ravitaillement qui pouvait faciliter notre vie de prisonniers. Et ce plusieurs fois.

Irlande

Un programme de libération et d'exil d'un certain nombre de prisonniers politiques fut alors élaboré par des organisations humanitaires, avec le soutien de l'ONU. Nul ne sut pourquoi les uns et pas les autres se trouverent dans la liste de ceux et celles qui devaient s'exiler en échange de leur libération. Nous avions déjà dû regretter la «disparition» de la mère de ma fille Natalia, qui avait entraîné la rupture de tout lien avec Natalia. Nous ne savions pas où elle était. Pour sa mère nous nous en doutions. Mais elle, nous n'avions pas d'hypothèse. Je savais Helena inclinée à rester. Les raisons abondaient. Mais le danger était trop présent. Mon exigence de ne pas partir sans elle

fut finalement acceptée. Après, la question était : où aller. Les choix étaient limités vu le nombre de candidats au départ.

Et ce fut l'Irlande : choix inespéré, sous pression.

Dès nos premiers balbutiements en anglais, nous avons proposé d'avancer vers la construction d'un mouvement de solidarité avec les victimes de la répression au Chili. Le Irish Communist Party et ses alliés du Official Sinn Féin préféraient les méthodes bureaucratiques qui permettaient de faire la promotion des leaders responsables de la débâcle chilienne, sans rendre de comptes. Nous avons alors entamé une très fructueuse collaboration avec nos camarades du Revolutionary Marxist Group, section de la IV^e en Irlande, mais aussi avec des forces comme le Socialist Workers Movement, qui nous a permis de contrer et, dans bien des cas, de battre l'orientation des bureaucraties réformistes. Limerick, Shannon, Cork, Galway, Dublin, Belfast, et j'en oublie, virent se créer des structures démocratiques, où le débat était ouvert à toutes et tous.

Là encore, c'est Helena qui a fait pratiquement tout le travail de coordination des actions en cours.

Ménages

Et l'expérience de l'exil se poursuivra en France où, après une

longue année sans papiers, nous avons réussi à obtenir la reconnaissance de notre condition de réfugiés politiques. Une année où nous avons travaillé comme tous les sans-papiers dans des métiers réservés à cette catégorie de personnes : elle femme de ménage, moi bricoleur.

Mais pas n'importe quelle femme de ménage. Une proposition d'embauche collée à la vitre chez le boucher amena une amie à proposer à Helena d'aller voir. C'était le 22 de la rue de Bièvre. L'entretien donnant un résultat positif, Helena obtint le poste. Ni elle, à peine arrivée en France, ni l'amie, sûrement pas très politisée, ne savaient que la femme qui venait d'embaucher Helena était Danielle Mitterrand et que cette adresse était le domicile officiel de François Mitterrand. Et la principale activité d'Helena allait être, justement, le ménage du bureau de François Mitterrand. Et voilà une carrière de femme de ménage réussie. Le temps passa, son français s'améliora, facilitant sa communication avec la famille Mitterrand. Et, quand elle quitta ce travail, elle a pu garder des relations d'une très bonne qualité avec cette famille, notamment avec Danielle, en toute connaissance de cause, pour leur part, du militantisme d'Helena.

Mais cette rutilante carrière (elle faisait tout briller!) ne se justifiait plus une fois notre situation régularisée. Désormais, nous pouvions reprendre une vie normale. Et militer ouvertement. Ce qui fut fait.

La Brèche

Et voilà, la future librairie « La Brèche » fait circuler une proposition d'embauche. Helena postule et est acceptée. Et, l'année 1979, elle commence une nouvelle carrière. Rapidement, sa formation de bibliothécaire et statisticienne l'amena à proposer des nouvelles méthodes de travail, qui, s'insérant dans un véritable plan de sauvetage, permettront à la librairie de surmonter une très grave crise, qui faisait craindre sa disparition. Et depuis lors, jusqu'à sa mort, elle fut attachée à faire vivre cette expérience.

Des associations, groupes et organisations diverses, même des partis politiques, n'ayant pas à leur disposition l'expertise accumulée par « La Brèche », purent en bénéficier. Les succès de la librairie, lors des universités d'été, de la LCR puis du NPA, furent, en grande partie, le résultat de son flair, dans la sélection des titres à proposer. Flair présent aussi dans les propositions qu'elle faisait aux divers clientEs. Non pas qu'il s'agisse là d'un succès individuel. C'était un travail d'équipe, où ses qualités contribuèrent au succès collectif.

Jusqu'à sa mort, la librairie fut pour elle un poste de combat, un outil dans la lutte pour changer la société. Combat qu'elle n'a pas abandonné, sauf forcée par la maladie, qui l'a tuée.

Helena a rejoint les rangs de notre organisation, souffert les conséquences de ce choix, participé directement aux efforts pour construire un monde meilleur dans des pays dont elle n'était pas originaire, parce que, internationaliste, pour elle l'humanité était une. Et elle l'a fait par amour. Pour les démunis, pour ceux et celles qui souffrent de toutes sortes de privations. Pour ses camarades, pour ses enfants et ses petits-enfants. Pour ses amis et amies.

Norman



Une partie d'entre nous connaissait bien Helena et parfois même depuis plusieurs décennies.

Exilée politique après le coup d'État de Pinochet au Chili, son engagement militant a été celui de toute une vie. C'était une figure familière et un pilier de la librairie La Brèche, rue Taine, à Paris, où sa disponibilité à discuter de la situation politique et à donner des conseils de lecture était constante.

Nous l'avons vue à la librairie jusqu'à un âge avancé, alors même que ses problèmes de santé ne lui laissaient pas de répit.

Nous avons apprécié sa gentillesse et son écoute des autres en toutes circonstances, alors même que la vie ne lui avait épargné ni les soucis ni les drames.

Nous pensons aujourd'hui à Norman, son compagnon, à ses petits-enfants et à tous ses proches que nous savons dans la peine et nous leur présentons nos sincères condoléances et l'assurance de notre solidarité.

Collectif Ensemble 20*

Helena c'est toute une période de nos décennies de militantisme qui remonte... L'horreur du Chili de Pinochet en cet affreux septembre. Les bavardages amicaux en passant à La Brèche, les longs moments passés à la librairie de l'université d'été à chiner parmi les livres et, surtout, surtout, nos plaisanteries et nos goûts littéraires communs et partagés.

Combien la Ligue puis le NPA ont tissé des relations profondes entre nous, entre nous tous, amiEs et militantEs...

Avec tristesse et aussi bonheur pour nos liens si profonds qui demeurent.

Bonheur de voir tous ces jeunes qui reprennent la lutte après nos générations.

Martine (Marseille)

Quelle tristesse! Responsable de la librairie à Bordeaux pendant plus de 10 ans j'ai souvent eu l'occasion d'apprécier la disponibilité et les conseils d'Helena pour les commandes de livres pour les événements publics de la LCR ou du NPA.

Mais surtout ce que je retiendrai c'est sa gentillesse. Ces « *Holà Pierrot comment tu vas?* » avec son accent inoubliable resteront gravés dans ma mémoire à jamais.

Hasta Siempre!!

Pierrot

Quelle tristesse... Nous avons tant partagé, pendant presque un demi-siècle, des espoirs et des déceptions. La cellule latino de la Ligue c'était toi, le Cercle José Carlos Mariategui, c'était toi. Helena chérie, tu vas nous manquer cruellement...

Tu nous quittes quand le Chili vient de se débarrasser du pinochetisme, tu aurais aimé fêter cela avec nous. Tu étais l'âme vivante de La Brèche et des universités d'été, et tu es restée toujours fidèle aux rêves de ta jeunesse socialiste révolutionnaire à Santiago.

Hasta siempre, Helena! Venceremos!

Michael

PARA HELENA/POUR HELENA

Nahiko hunan Helena Txile libre batean adiskide artean maitasuna dastatu.

Helena tu voudrais jouir de l'amour parmi tes amis dans un Chili libre.

Permítete Helena que te adapte estos versos, que dedicó a Chile un cantautor vasco, allí donde estás o donde te gustaría estar: en Arica, Valparaíso, Santiago o Iquique. Ahora que la esperanza de nuevo renace en Chile, vas y nos dejas. Que pena! Pero qué gran y entrañable recuerdo de nuestros encuentros

en La Breche, en Paris o en Port-Leucate. Hablábamos de libros, claro, pero sobre todo de la Liga, ahora del NPA, de Chile, de España (tan similares aquellos 1936 y 1973) de nuestras esperanzas, derrotas y singladuras. Tu eras una persona de confianza y cariño, franca y prudente, siempre afectuosa y generosa. Te vamos a echar en falta pero tu recuerdo siempre estará « con voz de gigante gritando adelante ».

Besarkada handi handi batekin, gogoan izanen zaitugu!

Con un gran abrazo, te recordaremos!
Permets-moi, Helena, d'adapter pour toi ces vers, dédiés au Chili par un auteur-compositeur-interprète basque. Où que tu sois ou voudrais être: à Arica, Valparaíso, Santiago ou Iquique. Maintenant que l'espoir renaît au

Chili, tu es partie et nous voilà sans toi. Quel malheur! Mais quels grands et beaux souvenirs que ceux de nos rencontres à La Brèche, à Paris ou à Port-Leucate. Nous parlions de livres, bien sûr, mais surtout de la Ligue, devenue NPA, du Chili et de l'Espagne (si semblables en 1936 et en 1973), de nos espoirs, de nos défaites et de nos parcours. Tu étais une personne de confiance et chaleureuse, franche et prudente, toujours affectueuse et généreuse. Tu vas nous manquer, mais nous nous souviendrons toujours de toi « avec la voix d'un géant qui crie "en avant" ».

Besarkada handi handi batekin, Gogoan izanen zaitugu!

Nous t'embrassons fort, nous nous souviendrons de toi!

Josu Chueca (Donostia-Euskal Herria)

ADIEU CAMARADE HELENA

Il est des années qui démarrent dans la douleur: María Piña, que nous connaissions tous comme Helena, notre amie et camarade, nous a quittés ce 2 janvier 2022. Militante d'une vie de maints combats, son courage n'a pas suffi pour vaincre la maladie.

Pour son engagement syndicaliste au Chili, Helena fut arrêtée immédiatement après le coup d'État militaire de 1973 et enfermée dans une caserne puis emmenée au Stade national, où elle a subi d'atroces tortures.

Helena, la femme qui avait pris en main sa condition de mère célibataire contre tous les préjugés et la pression de la société chilienne de la fin des années 1960. Plus tard, dans son exil en Irlande, vers la fin de l'année 1976, elle a à nouveau revendiqué sa condition de femme libre, exigeant une place pour une formation professionnelle de tourneur/soudeur, métiers

destinés uniquement à des hommes, chefs de foyer.

Helena, employée comme domestique: en France en 1976 elle exerce ce métier chez une famille, inconnue pour elle mais « qui semble très engagée dans la politique... » C'était chez Danielle et François Mitterrand!

Helena, militante et travailleuse; il était impossible de ne pas la trouver au milieu des bouquins de la librairie La Brèche, toujours prête à aider et à conseiller. Une amie chère, qui nous invitait chaleureusement à partager des mets typiques, comme les empanadas accompagnées d'un bon vin ou d'une Margarita.

Helena et son immense chagrin pour le décès prématuré de son fils unique, Andrés. Helena et son amour pour ses deux petits-enfants Lautaro et Camilo.

Elle fut membre de notre association, dans ses débuts et nous a donné, en 2014, le témoignage de son vécu de militante, document

filmé qui fait aujourd'hui partie des Archives orales, créées par notre association, en partenariat avec la bibliothèque « La contemporaine » de l'université de Nanterre, France. Là, ces documents sont consultables et ils le sont également au Chili, au Museo de la Memoria et au siège de la Corporación Parque Por la Paz Villa Grimaldi, à Santiago. Chaque fois que nous avons demandé à Helena de nous aider dans notre travail associatif, elle a toujours été présente. Avec elle, nous avons partagé bien au-delà d'une expérience de prison ou d'exil; le partage a été celui de nos vies avec ses chagrins et ses joies, avec ses luttes et ses espérances.

Nous partageons aujourd'hui ce moment de tristesse avec Lautaro, Camilo et Norman, ainsi qu'avec les camarades de Helena, du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA).

Association d'ex-prisonniers politiques chiliens - France

HASTA SIEMPRE COMPAÑERA HELENA

Le décès de María Piña, connue par toutes et tous comme « Helena », est une triste nouvelle pour plusieurs générations de militantEs de la solidarité internationale avec les peuples de l'Amérique latine, et en particulier avec le Chili.

Nous sommes nombreuses et nombreux à l'avoir connue à La Brèche, à avoir pu partager avec elle des conversations autour des luttes de « Nuestra América »: elle restait toujours attentive aux résistances sur place, elle qui avait activement participé au mouvement révolutionnaire à l'époque d'Allende, et qui avait dû vivre la répression et l'exil du fait de ses engagements. C'est Helena, avec quelques-uns de ses camarades de la librairie, qui étaient à nos côtés pour



choisir et alimenter nos tables de livres sur l'histoire et l'actualité de l'Amérique latine, tout particulièrement pour notre stand

durant la fête de l'Humanité. Elle a aussi pris une part très active aux mobilisations unitaires qui furent les nôtres lors de l'arrestation de Pinochet à Londres, le 16 octobre 1998. Nous avons pu la retrouver par la suite lors de multiples manifestations et d'événements de solidarité, et ce depuis des décennies.

France Amérique Latine tient à envoyer des pensées fraternelles à sa famille et à ses proches, ainsi qu'à tous ses camarades.

Aujourd'hui, si le peuple chilien est en passe de rompre avec l'héritage maudit de Pinochet et de commencer à défaire le néolibéralisme, c'est aussi grâce à l'engagement sans faille de militantEs comme Helena.

Nous ne t'oublierons pas compañera!

France Amérique Latine

TOULOUSE Soutien aux éboueurs en lutte et refus de la privatisation!

Depuis maintenant près de deux mois, les éboueurs de la métropole de Toulouse sont en lutte pour la reconnaissance de la pénibilité de leur travail.

Lors des confinements causés par la pandémie, tout le monde a pu voir à quel point ils faisaient partie des travailleurs et des travailleuses de la première ligne. Ceux et celles sans qui la société ne pouvait tenir debout. On était alors bien content qu'ils continuent à mettre leur vie en jeu, à l'époque sans test, sans masque, pour maintenir nos villes propres et saines, tandis que la plupart d'entre nous restaient à l'abri.

Face à la pénibilité du travail, le mépris

L'orage passé, le gouvernement a mis en place les décrets de la loi dite des «1607 heures» obligeant les collectivités locales à imposer les 35 heures à tous les agents territoriaux, quels que soient leur fonction et leur travail. Évidemment, la métropole dirigée par Moudenc s'est empressée de mettre au pas les éboueurs, notamment en mettant fin unilatéralement au fameux «fini-parti» qui existait depuis plus de 40 ans, obligeant de fait les ripeurs à deux heures par jour de services supplémentaires dans les ateliers après la tournée. Il s'agit de les faire rentrer dans la norme des 35 heures, «rationaliser» les coûts et surtout faciliter la prochaine privatisation des services de collecte des déchets. Car derrière ce conflit et l'intransigeance de la mairie, c'est bien de cela dont il s'agit. Pour preuve, le jeudi 6 janvier, Moudenc menaçait les grévistes de privatiser la collecte des déchets s'ils ne stoppaient pas leur grève! Bien évidemment, ces gens n'ont aucune considération pour la pénibilité du travail des ripeurs qui se lèvent tous les matins à l'aube pour passer des heures à batailler dans les rues, dans les bouchons, dans les gaz d'échappement, dans l'odeur pestilentielle de nos ordures. La réalité du travail des éboueurs, c'est un nombre d'accidents du travail deux fois supérieur à la moyenne nationale (produits toxiques ou dangereux dans les poubelles ou accidents de circulation, etc.) et une durée de vie inférieure de près de quatre ans par rapport à la moyenne de la population masculine française. Tout cela pour des payes à peine supérieures au SMIC.

Alors que, dès le mois de novembre, l'intersyndicale unitaire a averti que les éboueurs n'accepteraient pas la remise en cause de leurs maigres acquis, la Métropole de Toulouse, son président Moudenc et le vice-président Terrail-Novès, se sont enfermés dans le déni et le mensonge. Face au mur du mépris, les éboueurs sont entrés en grève le 16 décembre. Depuis, la direction de la métropole joue le pourrissement du conflit et les déchets s'entassent partout dans Toulouse et les villes de la métropole. Pourtant, les éboueurs ont déjà fait des concessions en acceptant la fin du «fini-parti», demandant en échange 34 jours de congés supplémentaires en reconnaissance de la pénibilité de leur travail.

Les ripeurs vont continuer à se battre pour ces 34 jours, pour leur dignité, et pour mettre un coup d'arrêt à la dégradation continue des services publics qu'ils soient municipaux ou nationaux. À leurs côtés, la population doit être solidaire pour empêcher la privatisation souhaitée par Moudenc et sa bande!

NPA 31

SANTÉ Macron et la vaccination: le mépris de classe de l'emmerdeur

Des scientifiques ont été plus intelligents, comme Florence Débarre¹, spécialiste en biologie évolutive, qui a cherché à comprendre «pourquoi des personnes sont encore non vaccinées et pourquoi on n'a pas réussi à les faire accéder à la vaccination...»

Inégalités sociales et refus de la vaccination

Elle a suggéré au président «de mettre plus d'énergie contre les désinformateurs qu'à stigmatiser les victimes de la désinformation» et a analysé les disparités de la couverture vaccinale en France à partir de 176 critères socio-économiques issus de donnée de l'Insee et de cinq paramètres géographiques et des taux de vaccination enregistrés par la Sécu dans les banlieues autour de grandes villes. Son étude montre que c'est dans les communes les plus pauvres confrontées au chômage et aux logements suroccupés que le taux de vaccination est le plus bas.

Après l'application du pass sanitaire, le taux de vaccination a augmenté mais l'écart est resté le même entre les localités en comparant celles qui sont les plus et les moins touchées par le chômage. L'écart est de 20 à 50 points toutes tranches d'âge confondues entre deux secteurs analysés: le 3^e arrondissement de Marseille le plus pauvre et Neuilly-sur-Seine le plus riche. Conclusion: «Les zones les plus défavorisées ont plus de dix fois plus de risques de faire partie des territoires où la vaccination est plus faible».

Épidémiologie et conditions de vie

L'Inserm a de son côté interrogé 135 000 personnes âgées de 15 ans ou plus, vivant en France et dans les départements d'outre-mer, pour aborder les inégalités. Elle met en évidence «l'effet cumulatif des inégalités sociales [...]. Les clivages sociaux sont accentués par les effets de l'épidémie sur les situations professionnelles et financières. Les catégories les plus défavorisées

Quel grand stratège! Macron veut «emmerder» les 5 millions de personnes qui ne sont pas fait vacciner et réussit à mobiliser plus de 100 000 manifestantEs dans la rue, renforçant le camp des antivax! Emmerder les classes populaires est sa spécialité: sa politique de classe casse les acquis sociaux et aggrave les inégalités sociales et les difficultés dans la vie quotidienne d'une partie importante de la population.



socialement sont les plus touchées par les effets de la crise sur leur situation professionnelle et financière, de même que les personnes issues de l'immigration.»

La branche maladie de la Sécurité sociale publie des statistiques sur les taux de vaccination contre le Covid et un indice de «défavorisation sociale» qui permet de caractériser la situation sociale et économique afin de rendre compte des disparités territoriales. La comparaison avec les données sur les revenus publiés par l'Insee montre que lorsque les revenus des habitantEs d'une commune sont élevés, le pourcentage des personnes vaccinées l'est aussi et c'est le contraire lorsque le taux de chômage est élevé.

Qui sont les «non-vaccinés»?

Jeremy Ward, sociologue à l'Inserm, a participé avant les vacances de Noël à l'étude d'un échantillon représentatif de la population pour connaître le profil social des personnes non vaccinées et leurs intentions vaccinales. La vaccination est gratuite, néanmoins «le revenu est une variable qui détermine l'intention de vaccination depuis le début de l'épidémie». Parmi les personnes interrogées, 2/3 «rejetent frontalement le vaccin» et 1/3 n'est pas vacciné et évoque les difficultés d'accès, comme les immigréEs ou les personnes âgées vivant en milieu rural, mais ne se considère pas comme «antivax».

Franchir les obstacles pour vacciner les 10% de la population qui ne l'est pas

Il faut multiplier à grande échelle les dispositifs pour «aller vers» les personnes qui ont des difficultés pour se faire vacciner: les déserts médicaux, les territoires enclavés, les personnes dont les

déplacements sont impossibles ou compliqués, les personnes malades ou handicapées, précaires, sans papiers, immigréEs qui n'ont pas trois mois de présence sur le territoire et donc pas de carte vitale, ou n'ont pas réussi à l'obtenir en raison d'obstacles administratifs. Les dispositifs «Aller vers» sont très insuffisants et souvent éphémères, ils ne peuvent fonctionner que sur la base de la confiance, c'est-à-dire sans contrainte ni sanction.

«Un irresponsable n'est pas un citoyen» a déclaré Macron. L'insulte n'est pas une solution. Elle est totalement contre-productive. Il ne s'agit pas de dédouaner systématiquement de leurs responsabilités les antivax, mais il faut comprendre ce qui motive les réfractaires à la vaccination. Et le pouvoir a sa part de responsabilité: il est coupable de maltraitance institutionnelle en demandant à des personnes testées positives au Covid d'aller travailler, il est responsable des périodes où l'on manquait d'abord de masques (déclarés inutiles) puis de tests puis de vaccins, il est responsable comme ses prédécesseurs de la situation de crise dans des hôpitaux. Selon la loi, le consentement des malades «doit être libre et éclairé»: pour convaincre il faut l'obtenir! Les personnes non vaccinées ne doivent pas être des boucs émissaires. Le directeur de l'OMS a déclaré que «certains pays ont fait montre d'un nationalisme obtus et ont amassé les vaccins, ce qui a menacé l'équité et engendré des conditions pour l'émergence du variant Omicron»; Macron a sa part de responsabilité dans la pandémie qui s'est développée au niveau mondial. Un irresponsable peut-il être président?

S. Bernard

1- Étude réalisée avec Emmanuel Lecœur (Assistance publique-Hôpitaux de Paris), la géographe spécialisée en santé publique Lucie Guimier (Institut français de géopolitique), la sociologue Marie Jauffret-Roustide (Inserm), la médecin épidémiologiste Anne-Sophie Jannot (AP-HP, Université de Paris). Lire par exemple: «Covid-19: "Tous les Français ne sont pas égaux devant l'accès à la vaccination"», liberation.fr, 7 janvier 2022.

AUTOMOBILE Avec celles et ceux de la SAM, à Bercy le 12 janvier

L'usine de la SAM dans le bassin de Decazeville est toujours occupée. Passés Noël et le jour de l'an, gouvernement, Renault et tous les croque-morts autour comptaient sur un épuisement du mouvement afin d'inscrire définitivement la SAM parmi les fonderies automobiles liquidées au cours de l'année 2021. C'est raté.



12 janvier, les fondeurs de la SAM montaient à Paris devant le ministère des Finances à Bercy, rejoints par d'autres secteurs en lutte. Avec le silence de Renault, c'est bien le gouvernement qu'il faut faire céder.

Le soutien à cette montée sur Paris est à la mesure du réel écho que cette résistance rencontre parmi de nombreux secteurs attaqués. Après la fédération de la métallurgie, la fédération CGT du commerce, loin de de l'activité

des fonderies et de la métallurgie, a écrit en appelant au rassemblement à Bercy: «Le combat de la SAM est le nôtre». Les combats de chacun et chacune sont les combats de tous. Plus nous serons forts ensemble, plus celles et ceux de la SAM pourront gagner sur leurs revendications, plus nous pourrons empêcher de nouveaux licenciements. Plus jamais la SAM: c'est l'expropriation des patrons liquidateurs et la création d'emplois durables et utiles qu'il faut gagner!

Blog NPA auto-critique

De la part de Renault, rien sinon quelques propositions à des centaines de kilomètres du bassin de Decazeville sans rapport avec les qualifications. Et le silence complet sur des indemnités supra-légales. Bref, du foutage de gueule comme le dénonce le syndicat CGT de l'usine.

«Le combat de la SAM est le nôtre»

Renault est une entreprise dont l'actionnaire de référence est le gouvernement. Celui-ci laisse faire et continue d'enfumer qui veut bien le croire en prétendant frauduleusement être à la recherche de nouvelles implantations sans aucun début de moindre concrétisation.

Pas un jour sans que les salariés de la SAM ne se manifestent autour de l'usine ou dans des lieux environnants. Et mercredi

CHAOS À L'UNIVERSITÉ

L'énième pari risqué du gouvernement

Depuis l'annonce du nouveau protocole sanitaire à l'université, les établissements supérieurs ont à nouveau plongé dans le chaos. Les difficultés concernent la mise en place des trois jours de télétravail et sa compatibilité avec la reprise des cours et la tenue des examens partiels du semestre en présentiel.

Pourtant tout le monde prend conscience de la difficulté de la situation. À la différence du Delta, le variant Omicron du

Covid-19 circule très rapidement et touche particulièrement les jeunes. La crainte de voir les universités se transformer en d'énormes clusters se mêle donc partout

LE 11 JANVIER ET APRÈS Remettre l'hôpital et la santé au cœur des luttes et du débat

Les propos de Macron contre les non-vaccinés, qu'il veut « emmerder », ont un but. Au moment où il va annoncer sa candidature à la présidentielle, ils permettent de faire diversion face à son bilan catastrophique de la crise sanitaire et, au-delà, de la politique de santé désastreuse menée depuis le début de son quinquennat.

Qui porte en effet l'essentiel de la responsabilité du risque d'effondrement de l'hôpital, de l'épuisement des hospitaliers au moment où frappe la vague Omicron ? En premier lieu, celui qui a poursuivi et aggravé pendant cinq ans les politiques d'austérité, de transformation de l'hôpital en entreprise, de ses prédécesseurs. Quoi qu'il en dise, cette politique a continué après le début de la pandémie. La journée de mobilisation du 11 janvier, appelée unitairement par les syndicats de la santé, les collectifs de soignantEs et d'usagerEs, a eu pour mérite de rappeler ces vérités élémentaires et d'appeler à la mobilisation contre elles.

Un système de santé et d'action sociale « à bout de souffle »

Comme le disaient dans leur appel les fédérations CGT, SUD, CFE-CGC santé sociaux, le Collectif inter-hôpitaux, le Collectif inter-urgences, le Printemps de la psychiatrie, la Coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité : « Il est temps de régler les problèmes de fond qui traversent notre système de santé et d'action sociale : la fuite des professionnelEs,



le manque d'effectif dans les services, des conditions de travail et salariales indignes, l'accès et la qualité de la prise en charge de la population qui se dégrade et des moyens alloués pour l'hôpital et les établissements qui ne répondent pas à la demande et aux besoins de la population. Il est temps que les professionnelEs de terrain et les usagerEs soient entendus pour faire évoluer notre système de Santé et d'Action sociale qui est à bout de souffle. »

Les hospitalierEs, les salariéEs du social et du médico-social n'ont pas la mémoire courte. Ils et elles se souviennent que, tout au long de l'année

2019, quand il n'était question ni de covid ni de « non-vaccinés », les services d'urgences, débordés, ont fait 10 mois de grève, suivis à l'automne par l'ensemble du monde hospitalier, et qu'ils ne furent traités que par le mépris et jamais entendus. Selon la ministre de l'époque, il n'y avait pas de manque de personnel, mais un manque d'organisation. Ils et elles se souviennent qu'avant eux les personnels des Ehpad, de la psychiatrie avaient subi le même traitement. Ils et elles n'ont pas oublié qu'au lendemain du premier confinement le « Ségur de la santé », n'a apporté que des revalorisations

salariales insuffisantes, et que le combat n'est pas terminé pour obtenir l'application de ces mesures à tout le secteur social et médico-social. Ils et elles constatent que le Ségur n'a rien changé aux conditions de travail à l'hôpital. Ils constatent que malgré les discours, les fermetures et restructurations de services et d'établissements se poursuivent et que le manque de personnel est toujours là.

Après la journée du 4 décembre dans les hôpitaux et la mobilisation historique du 7 décembre dans le secteur social et médico-social, la journée du 11 janvier, avec des dizaines de manifestations et rassemblements, a eu le mérite de relancer la mobilisation et de réaffirmer l'urgence d'imposer un tournant radical pour la santé, l'hôpital, le social et médico-social. Elle a permis de rendre ces exigences visibles en cette période de débat politique. Elle n'est toutefois qu'un coup de semonce qui doit s'inscrire dans une mobilisation de plus grande ampleur, par la grève et les manifestations pour imposer réellement les revendications des professionnels et répondre aux enjeux révélés par la crise sanitaire.

Jean-Claude Delavigne

HÔPITAL BEAUREGARD (MARSEILLE)

Les sages-femmes en lutte ne lâchent rien !

Les sages-femmes de l'hôpital privé Beaugard (Marseille 12^e) sont en grève depuis quatre semaines pour leurs conditions de travail. La direction ne lâche rien... les grévistes non plus ! **Ludivine (CGT)** a répondu à nos questions.

Peux-tu nous résumer les raisons de votre mouvement ?

Depuis quelques années, il y a hausse de l'activité de la maternité de l'hôpital, consultations ou accouchements, ce qui ne fait que rendre plus difficile une offre de soins de qualité.

Depuis février 2021, nous demandons une entrevue avec la direction afin de revoir le protocole de soins en vue de son amélioration. Pendant des mois, la direction nous a baladées, malgré courriers, mails, lettre remises en main propre... En août, les conditions de travail s'étant aggravées (congés, arrêts maladie, départ de CDD...), la direction nous a enfin reçues, mais sans aborder

la question pourtant brûlante des effectifs. Tout serait à l'étude, paraît-il, et on nous a promis une prime pour « rendre le travail plus attractif ».

Dès la rencontre passée, on n'a plus entendu parler ni de prime ni de révision du protocole.

Après une énième relance le 25 novembre, nous avons déposé un préavis de grève à dater du 13 décembre. Rappelons que, nationalement, plusieurs mouvements de grève touchent notre profession pour des raisons semblables.

Comment se passe la mobilisation ?

Nous sommes très mobilisées et unies. Sur un effectif de

35 sages-femmes, une seule non-gréviste, et ce, depuis 4 semaines. Les trois premières réunions sur site avec la direction n'ont rien donné, celle-ci restant sur ses positions. La DDETS (direction départementale du travail, de l'emploi et des solidarités) a proposé une réunion de conciliation que nous avons acceptée. La direction de l'hôpital a refusé dans un premier temps, disant ne pas pouvoir répondre positivement à nos revendications. Elle a finalement accepté le 4 janvier, mais sans rien céder ni négocier. La DDETS a proposé une autre rencontre le 6 janvier : nouveau refus et propos méprisants (« Vous êtes déjà bien payées pour les responsabilités

que vous avez »), niant la caractéristique médicale de notre travail.

Y a-t-il d'autres mouvements semblables dans la région ?

La clinique Boucard, dans le 6^e, a fait une grève de 48h début décembre, et à Vitrolles, nos collègues ont fait 24h de grève.

Quelle est l'attitude des syndicats ?

CFDT et CFTC ne nous soutiennent absolument pas, mais la CGT est totalement à nos côtés, que ce soit le syndicat, l'UD ou l'Union locale des 11^e-12^e, qui a lancé une souscription pour aider financièrement les collègues en lutte.

Propos recueillis par Jean-Marie Battini

à une grande confusion et à des appréciations contradictoires de la situation.

Le protocole et son côté absurde

À partir de la rentrée du 3 janvier 2022, l'ensemble des missions des établissements supérieurs se poursuivent en présentiel tandis que trois jours de télétravail (pouvant être portés à quatre) sont imposés à tous les personnels dont l'activité peut s'exercer à distance. Il ne sera pas difficile de comprendre que les dispositions en matière de télétravail rendent difficile la mise en place des activités en présentiel et compliquent notamment l'organisation des partiels. De nombreux gestionnaires de la scolarité refusent en effet le télétravail pour « nécessité de service ». Deux ans après l'explosion de la pandémie, les arrêts de travail se

multiplient et de nombreux services ne sont toujours pas équipés d'un nombre suffisant d'ordinateurs pour leurs agentEs. Malgré la situation de sous-équipement, la nécessité de gérer les activités en présentiel et le taux important de personnel précaire (+30% voire 50% de contrats précaires à l'université) favorise une situation de chantage sur les travailleurEs qui complique les négociations syndicales avec les directeurs généraux des services.

En plus, en l'espace de deux mois, il faudra prévoir de nombreuses épreuves de substitution pour les étudiantEs actuellement positifs au Covid-19 et placés en isolement, ce qui impliquera forcément une surcharge de travail pour l'ensemble du personnel enseignant et administratif.

Aucune avancée réelle pour s'adapter à la crise

Depuis l'explosion de la crise sanitaire, le gouvernement a été incapable de mettre en place des mesures même basiques pour favoriser une adaptation structurelle à la situation de pandémie. Et pourtant les pistes et les solutions ne manquent pas : augmenter la capacité et la fréquence des transports en commun, favoriser l'usage des masques FFP2, installer des systèmes adaptés d'aération et de contrôle de l'air dans les salles, recruter massivement pour permettre le respect des jauges et la diminution des effectifs...

Rien de tout cela n'a été tenté. L'université est confrontée à une sorte d'immobilisme et se limite donc à essayer de rester debout. Les conditions de travail et d'études continuent

en effet à être déplorables : des amphithéâtres bondés pendant les partiels et les cours magistraux, des étudiantEs entassés dans des petites salles pour assister aux TD et aux TP (travaux dirigés et travaux pratiques) dont la fréquentation est obligatoire. Partout règne un sentiment de résignation et de désenchantement.

Les effets délétères de la pandémie sur les mobilisations

La pandémie continue aussi à provoquer des effets négatifs et très probablement durables sur les consciences : mobiliser le personnel de l'Enseignement supérieur et de la recherche est devenu très difficile et les syndicats, également impactés par le télétravail, sont globalement en difficulté en raison de la multiplication des cas individuels à résoudre et de la faiblesse de l'action

collective. La forte pression qui est exercée sur les travailleurEs pendant les jours de travail en présentiel contribue en outre à freiner l'action syndicale. Même chez les étudiantEs, prévalent l'atonie et l'inertie. Les organisations syndicales sont de plus en plus faibles, la participation aux votes et aux activités ne cesse de reculer tandis que les projets de fusion, privatisation et mise en concurrence de l'université publique se poursuivent à grands pas. Ceux-ci entraînent des restructurations profondes et l'introduction de modèles de gestion managériaux contraires aux principes et à la mission du service public ainsi qu'à l'organisation démocratique censée animer la communauté académique.

Commission enseignement supérieur et recherche

LA RÉACTION EN MARCHÉ Conférence « antiwoke » à la Sorbonne : un paravent au racisme et au sexisme

Vendredi 7 et samedi 8 janvier s'est déroulée à la Sorbonne un pseudo colloque visant à « étudier les tenants et aboutissants de la pensée décoloniale, "wokisme", ou "cancel culture" et comment elle s'introduit dans le système éducatif pour y imposer une morale au détriment de l'esprit critique ».

Rien que ça...

En fait, ce colloque n'avait rien d'universitaire ou scientifique, mais c'était un meeting politique de propagande dans la droite ligne des déclarations de l'an dernier de Blanquer et Vidal qui voulaient faire la chasse à « l'islamogauchisme » qui « gangrène l'université ». Officiellement il n'était plus question d'islamogauchisme, mais le concept reste le même, simplement renommé « pensée woke et cancel culture ». De nombreux intervenants étaient d'ailleurs dans la mouvance de la droite extrême. On a retrouvé là tout le courant réactionnaire autour du Printemps républicain, de Valls à Zemmour, qui stigmatise les musulmanEs, mais aussi les gender studies, les mouvements LGBT, etc. Ce colloque a libéré une fois de plus un discours, prétendument scientifique, mais en réalité raciste, sexiste, homophobe...

Un discours d'extrême droite cautionné par l'État

Ce n'est d'ailleurs pas surprenant que parmi les rares étudiants présents, on retrouvait à l'accueil, pour aider au contrôle des pass sanitaires, des militants de l'UNI, proches de Zemmour. Et le gouvernement soutient et promeut clairement ce discours politique qui fait le jeu de l'extrême droite : en venant ouvrir le « colloque », Blanquer a légitimé le discours « antiwoke » et poursuit sa campagne de droite dure où la laïcité devient un prétexte pour développer l'islamophobie et le racisme. Il a d'ailleurs confirmé avoir financé ce meeting « sur un fonds réservé » ! Blanquer reprend donc sans scrupule des thématiques venues de l'extrême droite. Cela témoigne du climat délétère en France, avec une droitisation forte du champ politique et intellectuel.

Ce meeting ne s'est pas tenu sans réaction. Au niveau des personnels, la CGT et Solidaires ont diffusé des communiqués dénonçant ce pseudo-colloque, dans sa forme et dans son contenu. Au niveau des étudiantEs, une large alliance s'est nouée avec Solidaires étudiantEs, l'UNEF, le NPA, des associations, pour dénoncer l'événement et aussi appeler à un rassemblement le jour de l'ouverture du colloque. Une vingtaine de personnes étaient présentes avec une banderole, car les délais de mobilisation ont été très courts, et que cela tombait en plein partiels. Mais c'était important symboliquement. Devant la salle (les opposantEs n'ont bien sûr pas pu rentrer), une prise de parole a été faite sous les applaudissements de nombreux étudiantEs qui passaient. Ne laissons pas se propager à l'université et ailleurs ce discours réactionnaire ! Il va falloir d'ailleurs se remobiliser rapidement puisque nous avons aussi appris que Zemmour et Le Pen risquaient de venir à la Sorbonne en février et mars...

Correspondant

Contraception**Des capotes et des stérilets**

Le 9 septembre 2021, Olivier Véran annonçait la gratuité de la contraception pour les femmes de moins de 25 ans. Depuis le mois de janvier 2022 cette annonce est effective: ainsi tous les actes de soins permettant l'accès à la contraception et les contraceptifs eux-mêmes seront pris en charge à 100% pour les femmes de moins de 25 ans.

Sur le papier c'est une avancée, on ne va pas cracher dans la soupe. Les jeunes femmes pourront se protéger gratuitement d'une grossesse non désirée! Enfin, pas tout à fait...

Grande annonce, petits effets

En effet, ne sont pas concernés par cette mesure les préservatifs (externes et internes), ce qui est dommage quand on sait qu'ils restent une des méthodes privilégiée par les jeunes et qu'ils ont le double emploi de protéger des grossesses non désirées et des IST et MST. Les préservatifs sont d'ailleurs régulièrement utilisés en complément d'autres méthodes de contraception, ils sont donc au cœur de la vie sexuelle des jeunes. Mais le gouvernement laisse probablement la distribution de ce moyen contraceptif à la charge des associations. Ne sont pas non plus concernés les crèmes spermicides, les patchs, les anneaux vaginaux et les pilules de 3^e (comme Cerazette, Minulet, Sylviane) et 4^e générations (Jasmine, Yaz et Zoely par exemple).

Quelles contraceptions seront donc entièrement prises en charge pour les jeunes femmes alors? Les pilules de première génération (ou plutôt LA pilule de première génération, la Triella étant la seule encore en vente et très peu prescrite), les pilules de deuxième génération (largement plus répandues avec entre autre Daily Ge, Leeloo Ge, Minidril, Optilova, Trinordiol), l'implant contraceptif hormonal, la pilule contraceptive d'urgence (qui, on le rappelle, n'est pas une méthode de contraception mais qui intervient lorsque la méthode contraceptive a échoué) et... le stérilet. Or on grince un peu des dents parce que le stérilet, précisément, est peu prescrit aux jeunes femmes. La raison? Une croyance non scientifique, partagée par encore trop de soignantEs, que le stérilet serait dangereux chez la femme nullipare (n'ayant pas eu d'enfants). Ainsi seules 4,7% des femmes de 20 à 24 ans utilisent un DIU (dispositif intra-utérin) et nombreuses sont celles qui se sont vu refuser la pose d'un stérilet par leur gynécologue.

Pour une contraception gratuite à tout âge!

Donc oui, il s'agit d'une avancée. Mais c'est encore trop loin des besoins réels des femmes! D'abord parce que, comme le dit Martin Winckler, médecin, romancier et militant féministe: «La meilleure contraception c'est celle que l'on choisit». C'est donc toutes les contraceptions qui devraient être concernées par la gratuité, et l'ensemble des moyens contraceptifs, de leur efficacité réelle et de leur effets indésirables potentiels devraient être ainsi pouvoir être proposés à toutes les femmes, qui pourront ainsi choisir en fonction de leurs pratiques, de leur rythme de vie, de leur santé. C'est aussi un changement dans les pratiques des professionnelEs de santé qu'il faut opérer, on ne le rappellera jamais assez mais un des freins à la contraception, outre les finances, sont les maltraitements gynécologiques (palpations systématiques des seins, nudité totale, position allongée jambes écartées, pieds dans les étriers, remarques sexistes, agressions, contraintes, refus du stérilet). Un autre axe de travail serait l'accessibilité de certaines pilules sans ordonnance, évitant le passage chez le gynécologue.

Ensuite il faut ouvrir cette gratuité à toutes les femmes, quel que soit leur âge. 25 ans n'est pas un âge fatidique à partir duquel toutes les femmes disposent merveilleusement de moyens financiers leur permettant de porter cette charge contraceptive, on rappelle au passage que les femmes gagnent toujours 20% de moins que les hommes à poste égal. Ce n'est pas non plus un moment où nous plongerions toutes tête baissée dans la maternité. Il faut donc accès un libre accès à la contraception à tous les moments de la vie des femmes, afin que nous puissions toutes dire: «Un enfant si je veux, quand je veux!»

Aurélie-Anne Thos

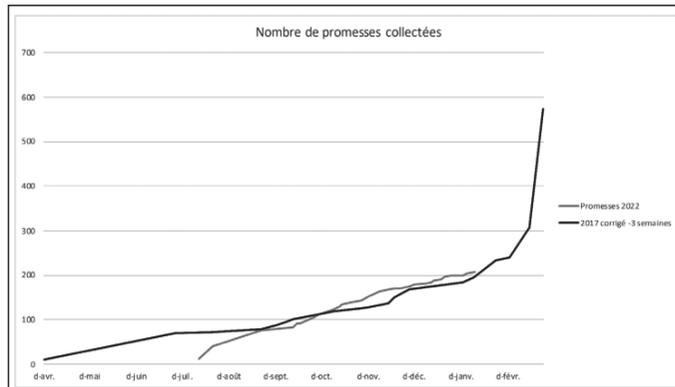
Parrainages: pour un grand bond en avant

206 promesses au 10 janvier, un millier de maires hésitantEs, dont 300 pour lesquels on peut être raisonnablement optimistes, plus de 4000 maires rencontrés. Cela résume où nous en sommes dans le travail et ce qui reste à faire pour obtenir le droit de présenter la candidature de Philippe Poutou à la présidentielle.

En effet, ces chiffres résument l'ampleur du travail réalisé, avec maintenant plusieurs dizaines de camarades qui partent sur les routes chaque semaine, et en même temps le long chemin qui reste à parcourir. À cette heure, soyons honnêtes, nous n'avons pas la certitude que Philippe Poutou sera candidat. À huit semaines de la clôture, nous avons besoin d'un gros coup d'accélérateur collectif. La situation n'est pas simple. L'épidémie rend difficile la construction de la dynamique militante, la confusion règne à gauche, avec notamment la participation de Taubira à la «primaire populaire», tandis qu'on fait face à la montée de l'extrême droite de Le Pen et Zemmour. Et, pendant ce temps, Roussel fait la guerre à Mélenchon en refusant que les élus PCF parrainent «un adversaire»... et à nous aussi par ricochet.

À nous de décrocher la Lune

De notre côté, nous allons tout faire pour être présents. Cela passe, avant tout, par la poursuite du travail auprès des maires. Voir et revoir le plus vite possible touTEs les hésitantEs, pour leur signifier que nous avons besoin au plus vite de leur parrainage. Se préparer à ce que la première semaine de février, nous soyons touTEs sur les routes, le plus de jours possibles, pour faire signer les formulaires officiels par les éluEs qui nous ont déjà promis et celles et ceux qui hésitent encore. Notre présence cette semaine-là



sera un élément clé pour les semaines qui suivront.

Dans la plupart des départements où nous avons des équipes disponibles, nous constatons qu'il y a des parrainages, même si les choses sont beaucoup plus difficiles dans les départements traditionnellement les plus à droite.

C'est dans la poursuite de ce travail, en associant les sympathisantEs, les comités de soutien à la campagne qui se mettent en place petit à petit, que nous gagnerons le droit d'être présent.

Des démarches supplémentaires

Par ailleurs, nous avons écrit, mardi 11 janvier, aux conseillerEs départementaux et régionaux, aux députés et sénateurs, pour leur demander leur parrainage, puisqu'il n'y a pas de raison que nous ne sollicitons que les maires des petites communes! C'est l'occasion de dénoncer, une fois de plus, ce système de

parrainages, particulièrement antidémocratique, comme la fonction présidentielle. Et d'interpeller touTEs les éluEs, quel que soit leur bord et leur niveau de responsabilité.

La route est longue, mais le soleil est au bout du chemin

Enfin, il faut rappeler encore et toujours que, si la campagne paraît ingrate à certains moments comme l'été dernier et depuis quelques semaines, à partir de février et pendant le mois de mars, des millions de personnes écouteront ce que nous avons à dire, des dizaines de milliers viendront nous écouter dans les meetings, et que cette audience se poursuivra pendant plusieurs années... On l'a constaté pour les meetings de novembre et décembre, on le constatera de nouveau d'ici une quinzaine de jours... à condition que nous décrochions les 500 signatures!

Équipe signatures

Agenda

Vendredi 14 janvier, réunion publique du NPA, Clermont-Ferrand. À 18h15, salle Leclanché, rue Champratel à Clermont.

Lundi 17 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rouen. À 20h, à la Halle aux Toiles, 19, place de la Basse-Vieille-Tour, M° Théâtre-des-Arts.

Jeudi 20 janvier, réunion de création d'un comité de soutien à la candidature de Philippe Poutou, Alençon. À 20h30, maison de la vie associative, espace Pyramide.

Jeudi 20 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Poitiers. À 20h, Salons de Blossac, 9 rue de la Tranchée.

Mardi 25 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Caen. À 20h, Centre de congrès, 13, avenue Albert-Sorel.

Jeudi 27 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Bordeaux. À 19h, salle de l'Athénée municipal.

Mardi 1^{er} février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Metz. À 20h, FJT Étap'Habitat, 2, rue Georges-Ducrocq.

Jeudi 3 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Saint-Nazaire. À 20h, Maison des associations-Agora 1901, salle 7, 2 bis, bd Albert de Mun.

Samedi 5 février, fête anticapitaliste avec Philippe Poutou, Limoges. À 16h, salle Édouard-Detaille, 8, rue Édouard-Detaille, La Bastide.

Les Nôtres**Hommage à Denis Rivier**

Le 29 décembre, un hommage a été rendu, à la bourse du travail de Saint-Étienne, à notre camarade Denis Rivier, décédé 10 jours plus tôt. Nous publions le texte qui a été lu, lors de cet hommage, au nom du NPA.

Je me souviens d'un café au soleil avec Denis. On avait parlé politique de manière générale bien sûr, de syndicalisme mais aussi de microélectronique et de passation entre les générations militantes autour d'histoires de résistances... Voir Denis, c'était toujours faire une rencontre. Avant chacune de ses interventions en réunion du NPA, on ne savait pas où il allait nous emmener, mais on savait toujours que le chemin serait comme lui: joyeux et illustré par son passé de militant, et l'une ou l'autre des nombreuses actions, réussies (ou non), qu'il avait pu mener ou suivre.

«Quand il y avait du monde, cela en rajoutait à sa gouaille»

On n'était pas toujours d'accord avec Denis et cela pouvait entraîner de longs débats! Ce que certains préféraient, c'était faire le service d'ordre avec lui lors de meetings. Quand il y avait du monde, cela en rajoutait à sa gouaille. Et s'il y avait moins de monde que prévu, on



lançait quand même nos histoires, histoire de se remonter le moral... Denis était un enfant de Mai 68, qui s'est politisé avec toute sa génération. Mais à la différence de beaucoup d'autres, il est resté fidèle à ses idées toute sa vie. Fidèle à ses idées et non à un appareil, puisqu'il n'a pas hésité à changer d'organisation, en fonction de ce qui lui semblait utile: formé à l'école de la Ligue communiste révolutionnaire, il l'avait quitté avec d'autres en 1979 pour passer à

l'Organisation communiste internationaliste. Rétif à la discipline que faisait régner Lambert, il avait quitté l'OCI avec Stéphane Just, avant de répondre à l'appel de la création du NPA en 2009.

C'était un militant qui accordait une grande importance à la théorie, en particulier à la philosophie. Denis était un homme à la vaste culture, plus particulièrement tourné vers la philosophie. Il avait une excellente connaissance des œuvres philosophiques de Marx et avait beaucoup lu les philosophes marxistes, en particulier les penseurs antistaliniens.

Une vie consacrée à tenter de transformer le monde

Toutefois, comme le répétait toujours Denis, la théorie marxiste, c'est une philosophie de la pratique. Il se plaisait souvent à citer Marx: «Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer». Et Denis a consacré sa vie à tenter de transformer le monde, en étant

de tous les combats, de toutes les luttes, de toutes les manifestations, non pas pour tenter de diriger le mouvement, mais pour s'attacher à le construire et à lui permettre d'aller le plus loin possible.

Denis connaissait le mot d'Engels et de Marx, qui expliquaient qu'ils considéraient que «le communisme est le mouvement réel qui abolit l'ordre existant». Cette recherche du mouvement réel l'amenait à chercher le communisme dans les luttes des exploités, même lorsqu'elles pouvaient surgir en dehors des cadres attendus du mouvement ouvrier. Cela l'avait amené à s'engager, parmi les tout premiers, avec un enthousiasme sans pareil, dans le mouvement des Gilets jaunes, qui a éclairé les dernières années de sa vie. Très vite il avait compris l'importance de cette lutte populaire et s'y était engagé à fond.

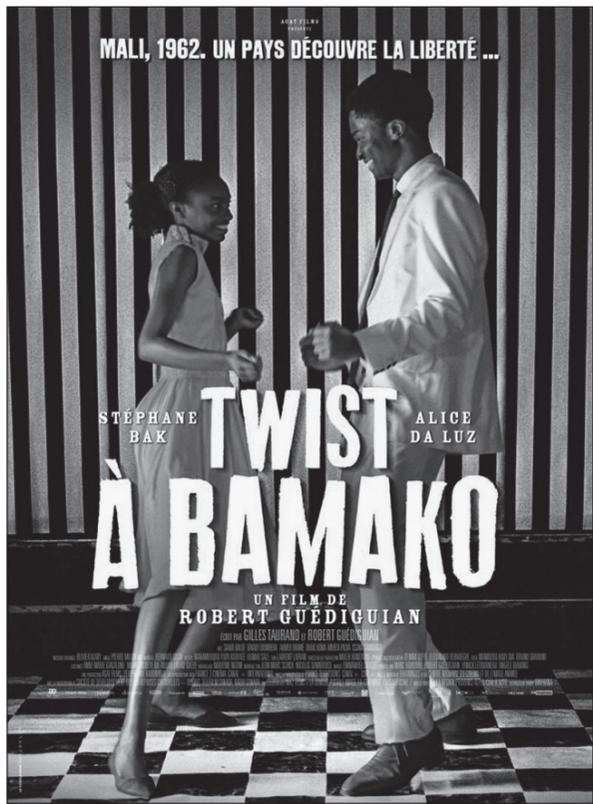
C'est dans les luttes du type de celle des Gilets jaunes, dans l'éruption des masses dans la rue, que Denis plaçait tout son espoir, un espoir que nous portons tous ici; car un révolutionnaire reste vivant tant que ses idées sont d'actualité et en ce sens, Denis restera vivant dans nos luttes, qui continueront jusqu'à ce que nous parvenions à créer une société débarrassée de l'exploitation et de la domination. Alors à bientôt camarade, on ne t'oubliera pas.

Cinéma

Twist à Bamako, de Robert Guédiguian

Film français, 2h09 min, sorti le 5 janvier 2022.

Robert Guédiguian nous avait habitués à filmer les classes populaires de Marseille. Cette fois il nous emmène à Bamako, au Mali, en 1962. Le pays vient tout juste de gagner son indépendance, en 1960, face à l'État colonial français. C'est le règne de Modibo Keita. On y suit Samba et Lara, deux jeunes gens entraînés dans le tourbillon du mouvement de décolonisation. Le film souligne l'énergie émancipatrice qui traverse la population malienne pendant cette période. Et particulièrement parmi les jeunes, convaincus de pouvoir enfin changer leur vie et leur pays. Samba et ses deux coéquipiers partent exporter « la révolution » dans les villages et tentent de convaincre de la supériorité de l'économie socialiste dont se réclame le nouveau régime. Ils s'acharment aussi à lancer des chantiers pour construire des écoles, des hôpitaux et des champs socialisés. Une fois la nuit tombée, cette jeunesse en lutte se retrouve dans des clubs pour danser le twist sur la musique de Johnny Hallyday ou des Beach Boys.



Fin de la colonisation, mais pas des classes sociales

Dans cette ambiance festive, les premiers problèmes arrivent bien vite. Face aux quelques réformes instaurant un contrôle des prix ou quelques règles en matière de droit du travail du nouvel État malien,

les commerçants et bourgeois de Bamako se révoltent. Eux aussi l'ont soutenue, cette indépendance, mais dans l'espoir de récupérer les parts de marché détenues par la bourgeoisie française... Pas question de se soumettre à un contrôle de l'État ! Dans les

campagnes également, la colère gronde parmi les chefs de village qui refusent la réforme agraire et s'offusquent devant les nouvelles mœurs des villes. Un de ces chefs refuse par exemple de prononcer le divorce d'une femme battue et violée par son mari. Pour lui

l'amour se résume aux cinq vaches bien grasses et aux champs qu'a coûtés la dot de cette femme.

«Le socialisme c'est les soviets, l'électrification et le twist»

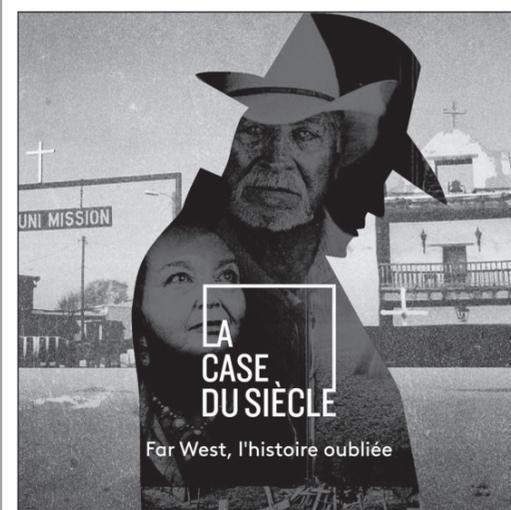
Dans ce Mali des années 1960, Guédiguian s'attarde et montre avec une grande justesse la vie et les conditions de travail des classes populaires de Bamako. Des ouvrières du textile ont les mains abîmées par les acides qu'elles manipulent ; des ouvriers agricoles décortiquent les fruits. Il y a des files d'attente devant les commerces. La caméra souligne une certaine passivité de cette classe ouvrière qui semble ne pas intervenir elle-même sur la scène politique. Et quand Samba paraphrase Lénine avec cette formule : « Le socialisme, c'est les soviets, l'électrification et le twist », on comprend qu'on est bien loin du socialisme. De soviets, il n'y a pas. En leur absence et sans mobilisation, bien des problèmes sont insolubles. Le « socialisme » malien de l'époque ne dépasse d'ailleurs pas ce qu'on appelait alors le « non-alignement », soit une prise de distance au demeurant assez sage à l'égard des puissances impérialistes... même si cette attitude a été bien mal tolérée par ces dernières. Tout « socialiste » que le jeune État se soit étiqueté, un tournant réactionnaire s'est vite opéré, suivi d'un coup d'État militaire en 1968. En tout cas, un film aux couleurs chaudes, qui suscite discussion et réflexion politiques. D'une belle qualité de réalisation aussi. On a aimé ce 23^e long métrage de Robert Guédiguian.

Michel Marteron

Documentaire

Far West, l'histoire oubliée

Documentaire français de Mathilde Damoiseil & Tomas van Houtryve, 52 min.



Sonia Devillers (« L'Instant M », l'actualité des médias, France Inter) a donné, le 6 janvier, la parole à Tomas van Houtryve, photographe, et à Mathilde Damoiseil, réalisatrice, pour parler de leur documentaire, *Far West, l'histoire oubliée*, à l'occasion de sa diffusion sur France 5 le dimanche 9 janvier 2022 à 22h50.

« L'Instant M » évoque des évidences... aujourd'hui largement négligées, occultées, oubliées... Los Angeles, San Francisco, les noms des grandes villes de Californie témoignent du passé hispanique de cette partie des États-Unis d'Amérique, passé que l'histoire officielle, la mythologie fondatrice de l'impérialisme US, s'est attachée à faire disparaître. Ainsi, on oublie bien souvent qu'un tiers du territoire actuel des USA faisait partie du Mexique, et que les colons venus de l'est ont imposé, par la guerre, leur système d'oppression raciste. Au nom de la liberté, au nom de l'égalité, au nom de la démocratie, disent-ils, face à un Mexique barbare et violent ? Dans « L'Instant M », on déchire le voile en rappelant que le Mexique a aboli l'esclavage dès 1829 bien avant les États-Unis, et que des hommes (eh oui, pas encore les femmes !) pouvant voter au Mexique se trouvèrent privés de ce droit en intégrant l'Union en raison de leur couleur de peau !

«Nous n'avons pas traversé la frontière, c'est la frontière qui nous a traversés»

C'est le témoignage recueilli par l'équipe du film *Far West, l'histoire oubliée*, des descendantEs de celles et ceux qui habitaient l'ouest américain avant qu'il ne soit annexé par les États-Unis d'Amérique en 1848. Tomas van Houtryve a conçu de documenter cette histoire : au contraire de l'utilisation politique des images, trop souvent au service de l'histoire officielle, le propos du photographe est justement de rendre un visage à celles et ceux qui ont été effacés au profit de la mythologie d'une nation blanche issue de l'immigration d'Europe du nord. Utilisant des techniques des origines de la photographie, il met en parallèle des photos de descendantEs directEs des habitantEs du far west au 19^e, indigènes, métis, afros-latins, mexicainEs de l'ouest américain, avec des images des paysages au long de la frontière d'avant l'annexion.

Il en est ressorti d'abord un livre, *Lines and Lineage* publié aux éditions Radius Books, mais il est rare et cher ! Après avoir donné lieu à une exposition, son travail est maintenant au cœur du documentaire diffusé par France 5 et co-réalisé par Mathilde Damoiseil.

Vincent Gibelin

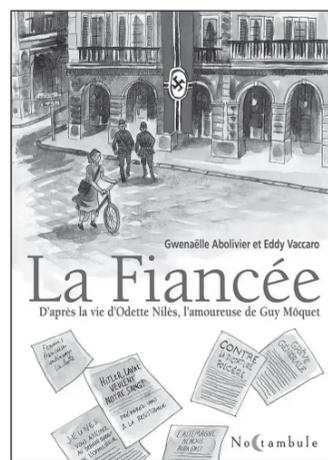
Une émission radio à réécouter : « Amérique, la conquête de l'Ouest par l'image », <https://www.franceinter.fr/emissions/l-instant-m/l-instant-m-du-jeudi-06-janvier-2022>
Un documentaire à retrouver sur le site de France 5 : <https://www.france.tv/france-5/la-case-du-siecle/2998075-far-west-l-histoire-oubliee.html>

BD

La Fiancée, de Gwenaëlle Abolivier et Eddy Vaccaro, et Madeleine, résistante, de Bertail, Morvan et Riffaud

La Fiancée, éditions du Soleil, 96 pages, 19,99 euros ; *Madeleine, résistante (1- La rose dégoupillée)*, Dupuis, 128 pages, 23,50 euros.

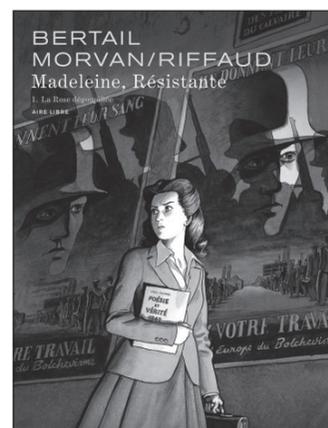
Voilà deux bandes dessinées qui racontent l'engagement militant et courageux de deux jeunes femmes contre l'occupant nazi en France dans les années 1939-1944. Les deux ouvrages sont parus récemment, entre août et octobre 2021. Deux livres que nous avons reçus en cadeau pour les fêtes et que nous avons beaucoup appréciés. Dans les deux livres, ce sont les femmes résistantes, qui ont survécu, aujourd'hui elles sont mêmes âgées, qui témoignent de leur propre histoire.



seront exécutés en représailles d'un officier nazi tué dans un attentat. Il est question de la lettre de Guy, celle adressée à Odette, nous en avons même la reproduction à la fin du livre. C'est particulièrement touchant.

Madeleine Riffaud, de l'enfance à l'adolescence

Madeleine, résistante, est le premier tome paru racontant la vie de la résistante Madeleine Riffaud (qui est une des auteurEs). Ça commence avec des images d'enfance dans les années 1930 dans la Somme, puis avec la débâcle de mai-juin 1940, les familles qui partent en exil, fuyant les bombardements, puis en mai 1941, avec les conditions de vie difficiles sous l'occupation et Vichy, les restrictions et la maladie. Madeleine, 16 ans, est atteinte d'une forme de tuberculose et doit se faire soigner dans un sanatorium du côté de Grenoble, dans la montagne et la neige, lequel fut aussi un « vivier d'intellectuels résistants ». Madeleine va alors commencer à se soigner, elle va se retrouver avec des jeunes en faisant la connaissance de résistants, et aussi tomber amoureuse. Après un peu plus de 100 pages, Madeleine sort du sanatorium, rejoint la banlieue parisienne, revoit son oncle démoralisé, qui a



participé à la guerre à Barcelone avec les républicains et les anarchistes contre les fascistes, puis à Paris, pour entrer en contact avec des responsables de la résistance, elle comprend qu'elle rentre dans le monde de la clandestinité, ce sera le début des « aventures » dangereuses. On le sait, elle y a survécu tout comme Odette. Ces deux histoires sont bien racontées, très bien illustrées, les dessins jolis et agréables, les témoignages très touchants. La lutte antifasciste des années 1940 sonne peut-être un peu bizarrement ces temps-ci, avec un sentiment d'être toujours un peu plus concernés.
Béa et Philippe

AdolescentEs résistantEs

Dans *La Fiancée*, Odette, 17 ans, fille de militant, raconte comment des jeunes, encore adolescentEs, ont voulu contester l'occupation nazie et le pouvoir de Vichy, par des slogans sur les murs, des tracts, des cahiers de doléances, par l'organisation de rassemblements. Tout était à haut risque évidemment. D'ailleurs, c'est à l'occasion d'un rendez-vous collectif, même pas eu le temps de manifester, qu'elle se fait rafter avec un groupe de militantEs. Interrogés par la police, enfermés, jugés de manière expéditive et condamnés à mort. Finalement, à part quelques jeunes qui seront effectivement exécutés, Odette et d'autres s'en sortent, ils

resteront en prison pendant des mois, voire des années. Après des semaines à la prison de la Roquette, racontant la lutte quotidienne des femmes pour leurs conditions de vie en prison et leur dignité, le parcours d'Odette sera le transfert vers la prison de Châteaubriant. C'est là que les femmes résistantes vont côtoyer d'autres résistants arrêtés, militants communistes et syndicalistes. Et c'est là qu'Odette va faire la connaissance de Guy Môquet, jeune de 17 ans aussi. Elle nous raconte un tout début d'histoire d'amour, avec émotion, jusqu'au jour où 27 prisonniers

librairie
★ la-breche.com
27, rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43
Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

«C'est la première fois qu'on a un mouvement de grève reconductible à la Fnac Saint-Lazare»

Entretien. Les conditions de travail des salariéEs de la Fnac se dégradent de plus en plus : multiplication des tâches, manque d'effectifs, salaires insuffisants. Dans ce contexte, un mouvement de grève a été lancé à la Fnac de Saint-Lazare, qui dure depuis le 8 décembre, et s'étend aux autres magasins. **Glaireh**, déléguée du personnel et syndicaliste CGT, revient avec nous sur les revendications des grévistes, les discussions en cours et les mobilisations à venir. Entretien réalisé le 6 janvier.

Est-ce que tu peux te présenter pour commencer ? Et nous expliquer quand et comment a commencé cette grève ?

Oui bien sûr. Je travaille à la Fnac, depuis longtemps maintenant, je suis caissière et représentante du personnel au CSE à la CGT. La grève a commencé le 8 décembre 2021. Les revendications ne sont pas nouvelles, dans le sens où cela fait des années qu'on fait, ponctuellement, des journées de grèves pour les mêmes motifs sans obtenir gain de cause. Mais cette fois on est arrivé à un tel point dans la dégradation de nos conditions de travail que le 8 décembre, la grève a commencé, et puis elle a été reconduite. Depuis, chaque jour nous nous rassemblons pour voter pour continuer la grève, et surtout ne rien lâcher parce qu'en face la direction a décidé de ne rien lâcher sur nos revendications !

Et vous avez même tenu la grève le jour du 24 décembre, ce qui est un geste très fort pour un magasin comme la Fnac, en terme économique et symbolique.

Oui ! Mais c'est d'ailleurs la première fois qu'on a un mouvement reconductible à la Fnac Saint-Lazare ! Il y en avait déjà eu un aux Champs-Élysées mais jamais encore chez nous. C'est historique.

Quelles sont les revendications principales ?

La première revendication c'est les effectifs, les embauches. Parce que les charges de travail augmentent tandis que les effectifs diminuent. Pour nous ça devient insupportable, physiquement et moralement. Ça n'est plus possible de tenir... Ça a commencé chez les libraires, qui en sont arrivés à un point d'épuisement tel qu'ils et elles ont fini par dire stop. On est arrivé à un point où il est très compliqué d'exercer son métier dans de bonnes conditions. Et les libraires ont donc été rapidement suivis par les disquaires, les gens de la vidéo, du service après-vente qui ne peuvent par exemple pas prendre de pauses certains jours faute d'être assez nombreux ! Alors ils pouvaient le faire légalement, mais de fait ils refusent de laisser leurs collègues seulEs dans de telles conditions au comptoir avec une queue qui ne s'arrête jamais... Voilà où on est à la Fnac aujourd'hui.

Est-ce qu'il y a eu des rencontres de négociation avec la direction ? Est-ce que ça bouge un peu de leur côté ?

On a rencontré la direction concernant les effectifs « librairie », et ils nous disent qu'ils « vont voir ». En réalité ils ne s'avancent sur rien. Sur les revendications des autres services ils ne veulent rien entendre. Concernant la prime



covid — c'est aussi une de nos revendications — la grande direction Fnac-Darty la refuse aux salariéEs sans même donner de justification. C'est juste non. Il faut savoir que certains magasins ont été fermés sur certaines périodes, mais d'autres étaient complètement ouverts en continu depuis la fin du premier confinement (du mois de mai), comme c'est le cas ici à Saint-Lazare. Alors que le covid et ces conditions rendent très difficile pour nous de venir travailler. Il existe également la peur de venir travailler, au risque d'être contaminé par le covid et le transmettre à leur famille...

Le mouvement a commencé à Saint-Lazare, mais s'est élargi à d'autres magasins. Vous en êtes où à l'étape actuelle ?

Oui c'est notamment le 23 décembre qui a été la grosse journée d'élargissement, et aussi la semaine dernière où il y a eu un gros rassemblement et où d'autres magasins ont rejoint le mouvement. On essaie de construire petit à petit le mouvement également sur chaque magasin mais ce n'est pas forcément évident. C'est aussi « grâce à » — ou plutôt à cause de — la réforme du CSE qu'on a moins de représentants du personnel ; donc c'est pas toujours facile mais on essaie malgré tout de faire quelque chose ! Parce qu'en effet les conditions sont à peu près les mêmes partout en France. D'ailleurs ça avait bougé le 24 décembre dans beaucoup de Fnac sur tout le territoire.

En ce moment on observe beaucoup de mobilisations dans le secteur de commerce, au niveau local. Ici il y a une coordination qui se fait entre les différentes Fnac de France. Mais existe-t-il un cadre qui essaye de lier au delà des enseignes particulières ?

On est en lien via notre organisation syndicale la CGT avec Monoprix, Printemps, mais c'est toujours compliqué de converger concrètement. On le sait malheureusement tous, même si on essaye. Donc pour l'instant on essaie déjà de faire exister ça et peut-être à long terme de voir ce qu'on pourrait faire tous ensemble.

Et en perspective il y a d'autres rendez-vous à venir ?

On a fait une demande de rencontre à la direction mais on attend encore, on n'a pas eu de réponse. Ils étaient censés revenir vers nous avant la mi-janvier mais toujours rien...

Vous attendez...

Ouais, on attend, mais on est en action aussi en attendant ! Il y a un rendez-vous hebdomadaire. Nous on est en grève d'autres jours pendant la semaine mais on essaye de donner un grand rendez-vous dans la semaine, avec appel à soutien. Là c'est aujourd'hui, et la semaine prochaine normalement c'est le 14 janvier... à moins qu'on ait obtenu toutes nos revendications d'ici là !

Propos recueillis par Diego Moustaki POUR SOUTENIR LES GRÉVISTES, LA CAISSE DE GRÈVE C'EST ICI : <https://www.cotizup.com/grevehnacstlaz>

L'image de la semaine



Vu ailleurs

À PÔLE EMPLOI, DES AGENT-E-S EUX AUSSI EN SOUFFRANCE. Alors que les vœux de nouvelle année emplissent les boîtes mails des quelque 54 500 agents de Pôle emploi, l'année 2022 ne s'annonce pas réjouissante pour nombre d'entre eux. C'est même le contraire. La réforme de l'assurance chômage, reportée puis finalement mise en place en fin d'année dernière, ajoute un poids sur les bras d'agents déjà au bout du rouleau. La réforme de l'assurance chômage a été mise en œuvre en deux étapes, en octobre puis en décembre 2021, après plusieurs mois de reports successifs. À l'automne, le nouveau mode de calcul du salaire journalier de référence (SJR) entre en vigueur. Ce nouveau SJR se base sur une période de 24 mois et prend en compte les périodes d'inactivité. Cela entraîne mécaniquement une baisse de l'allocation chômage. La ministre du Travail, Élisabeth Borne prétend « encourager le travail », aux dépens de ceux qui alternent les périodes d'activité et d'inactivité, que celle-ci leur soit imposée ou non. Puis, au 1^{er} décembre, le gouvernement met en place le second volet. Il faut désormais avoir travaillé plus de six mois dans les deux dernières années pour prétendre à son droit à l'indemnisation (contre quatre mois précédemment). La dégressivité des allocations supérieures à 4 500 € — pour les salaires élevés — est accélérée (elles baissent au bout de six mois et non plus huit).

De plus, l'exécutif a annoncé à l'automne dernier un durcissement des contrôles de la recherche d'emploi pour les bénéficiaires de l'assurance chômage. [...] Pour Daniel Mémain, syndicaliste de Sud en Occitanie, c'est surtout un moyen « de stigmatiser les chômeurs ». [...] Aujourd'hui, ils sont beaucoup [parmi les agentEs] à être en souffrance. Leurs syndicats sont quasi unanimes : il faut agir, et vite. Dans une déclaration commune du 9 décembre, sept syndicats — CGT, FO, SNAP, SNU, STC, et même les syndicats habituellement plus proches de la direction comme la CFTD et CFE-CGC — dépeignent une situation « de plus en plus critique » face aux injonctions, plans et projets qui s'additionnent, sans répit pour les salariéEs. Contactée, la direction de Pôle emploi assure vouloir recruter « 900 CDI supplémentaires » pour mettre en œuvre le Contrat d'engagement jeune. « J'avais choisi ce métier pour aider les autres, me sentir utile dans mon travail, raconte Sonia [conseillère dans le 35]. Après plus de dix ans de métier, je n'y trouve plus beaucoup de sens. Je n'ai plus le recul pour poser un diagnostic, on me dit tout ce que je dois faire. J'ai l'impression d'être devenue une opératrice de saisie. »

Emma Bougerol, « Malaise chez les agents de Pôle emploi, chargés d'appliquer une réforme "violente, injuste et inexplicable" », *Bastamag*, 10 janvier 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 € 6 mois <input type="checkbox"/> 70 € 1 an	<input type="checkbox"/> 25 € 6 mois <input type="checkbox"/> 50 € 1 an	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 € 6 mois <input type="checkbox"/> 25 € 1 an	<input type="checkbox"/> 20 € 6 mois <input type="checkbox"/> 40 € 1 an	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 € 6 mois <input type="checkbox"/> 120 € 1 an	<input type="checkbox"/> 6 € 6 mois <input type="checkbox"/> 90 € 1 an	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755
Date : Signature obligatoire :